

aFDas
DEMAIN SERA FORMATION

cpnef:sv
COMMISSION PARITAIRE NATIONALE
EMPLOI FORMATION SPECTACLE VIVANT



PLAN
D'INVESTISSEMENT
DANS LES COMPÉTENCES


MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Diagnostic-action dans le secteur du spectacle vivant

Rapport intermédiaire

La version finale du rapport sera enrichie de données complémentaires et de propositions d'actions. Publication prévue d'ici la fin avril 2021.

Mars 2021

Contexte du diagnostic action dans le spectacle vivant

Ce diagnostic action s'inscrit dans le cadre d'un **accord** conclu entre le ministère du travail (DGEFP), le secteur du spectacle vivant (la CPNEF-SV et les organisations d'employeurs et de salariés) et l'Afdas (opérateur de compétences).

Les résultats de cette étude permettront de **proposer des mesures de soutien aux activités et à l'emploi** dans le contexte de crise sanitaire créée par la pandémie de Covid-2019. Ce diagnostic action est conduit dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences dont l'objectif est d'accompagner les démarches de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) des branches professionnelles afin de développer les compétences et sécuriser les parcours professionnels.

Les travaux sont pilotés par la DGEFP, la CPNEF-SV et l'Afdas. Ils sont réalisés par KYU Associés.

Sommaire

1 MÉTHODOLOGIE

2 ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

3 IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

4 IDENTIFICATION DES STRATÉGIES MISES EN ŒUVRE FACE À LA CRISE

5 IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ

Méthodologie



Objectifs et méthodologie

L'étude sert quatre grands objectifs



LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

- **Évaluer les impacts constatés et anticipés de la crise sanitaire, mais aussi sociale et économique**, pour les structures et les professionnels au niveau national et par région, en matière d'activité, d'emploi et de besoins en compétences ou formation
- **Identifier les stratégies mises en œuvre** pour faire face à la crise sanitaire, et les besoins en accompagnement pour préserver ou adapter les emplois
- Identifier les impacts de la crise sur les politiques RH des entreprises en particulier pour le recrutement, le développement des compétences, les mobilités
- **Proposer des actions opérationnelles** pour accompagner les structures, les professionnels et les jeunes sortants de formation à court terme



MOYENS



Une analyse documentaire large (études sectorielles et régionales, revue de presse spécialisée et régionale, etc.)



Le recensement et l'analyse des données statistiques existantes



30 entretiens réalisés



2 enquêtes en ligne : les questionnaires ont été adressés aux **structures du spectacle vivant adhérentes à l'Afdas** et aux **professionnels du spectacle vivant bénéficiaires de l'Afdas**. Ils ont également été relayés plus largement par le milieu professionnel.

1812 répondants au questionnaire à destination des structures et 6896 répondants au questionnaire à destination des professionnels

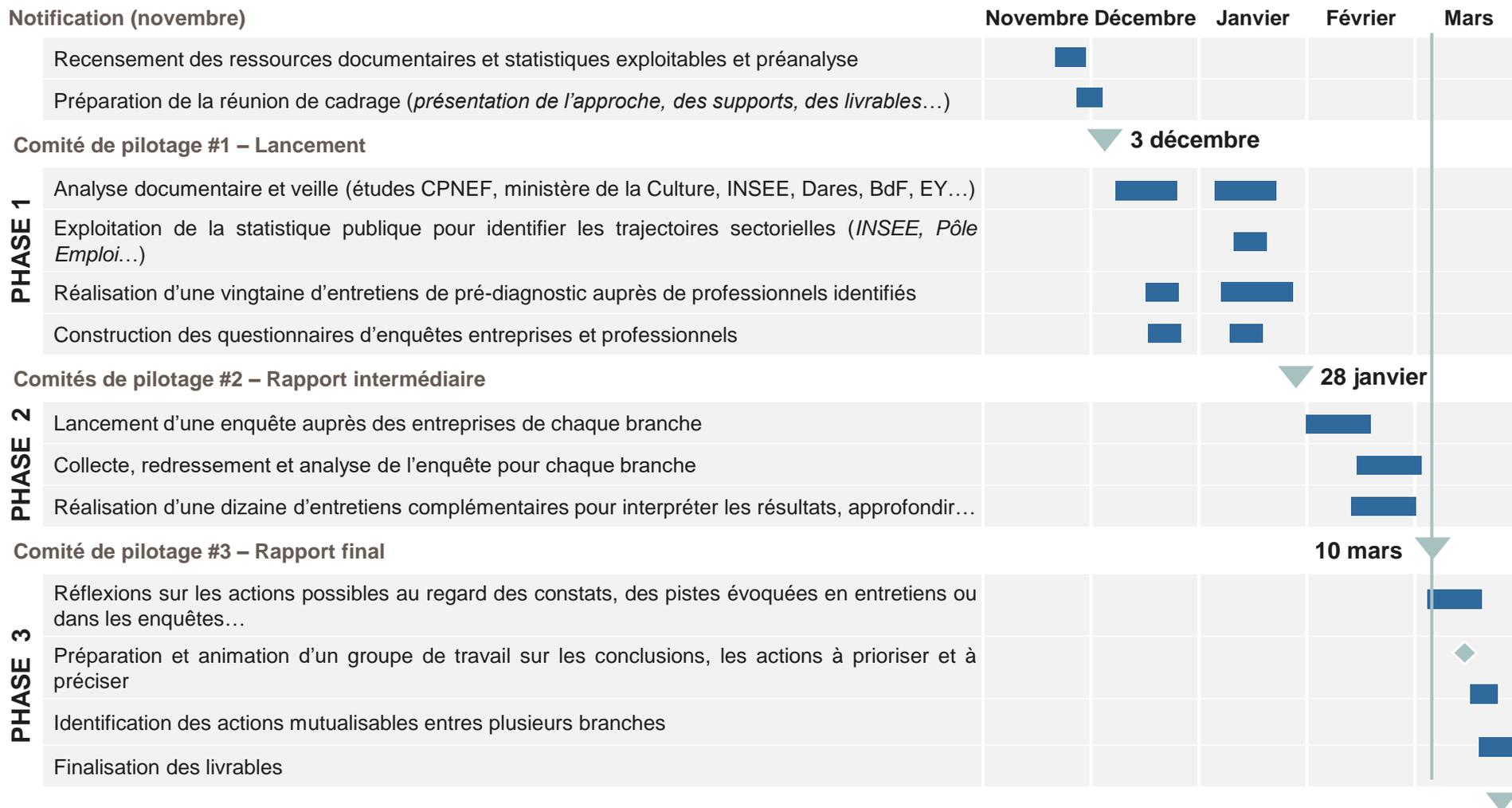


REMERCIEMENTS

La CPNEF-SV, l'Afdas, la DGEFP et Kyu Lab **adressent leurs vifs remerciements à toutes les personnes qui ont participé sur tout le territoire à la réussite de cette étude** d'une ampleur inédite : professionnels, employeurs, syndicalistes, institutionnels, centres de ressources, consultants, écoles...

Méthodologie et phasage du diagnostic action

Un diagnostic-action organisé sur un délai restreint pour répondre à l'urgence de la situation.



Ressources documentaires

Liste non exhaustive

- Tableau de bord statistique Les employeurs et l'emploi dans le spectacle vivant, données 2017, Observatoire des métiers du spectacle vivant
- Connaissance du spectacle vivant, Caractéristiques et ressources documentaires, 4 décembre 2020, CPNEF-SV
- Impact de la crise sanitaire sur l'emploi des salariés intermittents du spectacle vivant, octobre 2020, Observatoire des métiers du spectacle vivant
- Conséquences de la crise sanitaire dans le spectacle vivant , 30 septembre 2020, CPNEF-SV
- Les métiers du spectacle vivant au temps du coronavirus, juin 2020, CPNEF-SV
- Travaux et communiqués des organisations patronales et syndicales membres de la CPNEF-SV, document de travail, 16 décembre 2020, CPNEF-SV
- Analyse de l'impact de la crise du Covid-19 sur les secteurs culturels - Secteur du Spectacle Vivant, Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS), ministère de la Culture, mai 2020
- Impact de la crise sanitaire du Covid-19 sur les associations employeuses, Opale/CRDLA Culture, mai 2020
- Prolongation des droits des intermittents du spectacle jusqu'au 31 août 2021, Communiqué de presse, ministère de la Culture, 19 août 2020
- Plan de relance: un effort de 2 milliards d'euros pour la Culture, Communiqué de presse, ministère de la Culture, 3 septembre 2020
- Guide des aides et mesures d'urgence à l'usage des acteurs culturels en IDF, 18 décembre 2020, Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France
- Observer les impacts de la crise, dessiner l'après, Dossier octobre, novembre, décembre 2020, L'Affût, Agence Culturelle Nouvelle-Aquitaine
- Festivals de spectacle vivant en Nouvelle-Aquitaine: inventaire 2020 et impact Covid -19, octobre 2020, Agence culturelle Nouvelle-Aquitaine
- « Le spectacle vivant face au défi du streaming », Rosita Boisseau et Brigitte Salino, Le Monde, 21 décembre 2020
- « Couvre-feu : 115 millions d'euros pour soutenir le spectacle vivant et le cinéma », Clarisse Fabre et Sandrine Blanchard, Le Monde, 23 octobre 2020
- « La gratuité, un appât pour relancer le spectacle vivant », Rosita Boisseau, Le Monde, 26 septembre 2020
- « Dévasté », le spectacle vivant bénéficie d'un plan de relance ambitieux », Nicole Vulser et Brigitte Salino, Le Monde, 28 août 2020
- « L'incertitude persistante pour le spectacle vivant », Stéphane Davet et Sandrine Blanchard, Le Monde 6 août 2020
- « Les salles de classe, dernières planches du spectacle vivant », Cyril Zannettacci et Annabelle Martella, Libération, 18 janvier 2021
- « Spectacle vivant : les applaudissements sont-ils solubles dans le streaming ? », Sophie Bourdais, Telerama, 8 janvier 2021

Ressources documentaires

Art dramatique

- Les grands théâtres font leur déconfinement, malgré la menace d'une seconde vague de Covid-19, C. Azzopardi, J. Boudier, A. Zouiouèche, H. Pozzo, R. Mathé, J.-A. Balcells, H. Cardon, L. Harper, O. Sauvayre, France 2, 19 septembre 2020
- Une compagnie de théâtre face au coronavirus, Maud Cazabet, 22 août 2020

Musique et chant

- « Streaming, scène, promo de marques... De quoi vivent les musiciens français ? », Télérama, 10 avril 2019
- Les musiciens et musiciennes en France, décembre 2019, publication trimestrielle de l'Union Nationale des Syndicats d'Artistes Musiciens de France CGT
- « La filière musicale en mode Covid », CNM, 17 avril 2020
- « Deux artistes de cirque sur trois envisagent une transition de carrière », La Presse, 22 mai 2020
- « Comment la musique peut-elle survivre face à la crise du Covid-19 ? », Télérama, 23 juillet 2020
- « Le monde de la musique durement touché par la crise du Covid », France Inter, 12 novembre 2020
- « Comment la musique tente de résister à la crise du coronavirus? », RFI, 4 janvier 2021

Art chorégraphique

- Fil d'information et d'appui au secteur chorégraphique Covid 19, CND, 20 janvier 2020
- Coronavirus : danser en temps de crise sanitaire, V. Vaget, S. Thibaut, O. Darmostoupe, L. Michel, France 2, 8 septembre 2020
- Pour 2021, les danseurs veulent retrouver la scène: « Un an de carrière en moins, c'est énorme », Bixente Vrignon, France Bleu Pays basque, 25 décembre 2020

Arts du cirque et arts visuels

- « Le blues des artistes de la scène », La Presse, 12 novembre 2020
- « Sondage En Piste, les artistes de cirque en mode survie », La presse, 20 janvier 2020

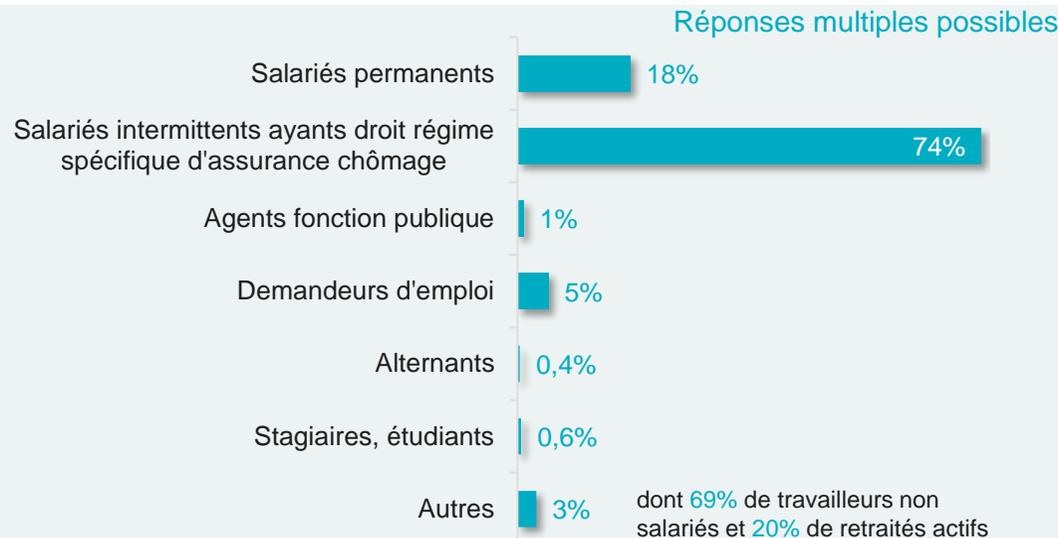
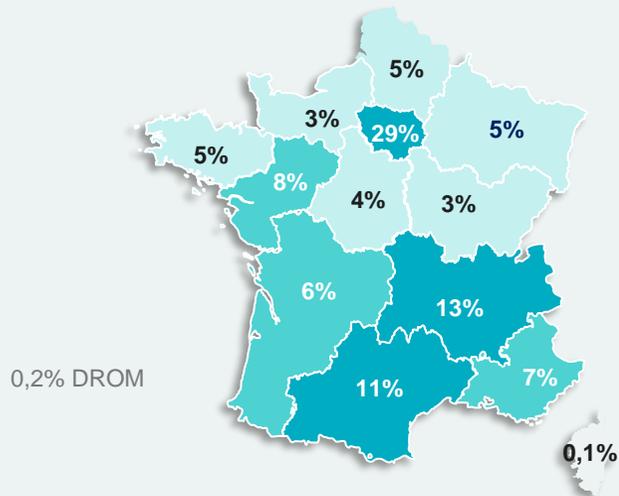
Liste des entretiens réalisés dans le cadre du diagnostic action

Panel proposé par la CPNEF-SV, complété de contributeurs volontaires. Réalisation selon les disponibilités.

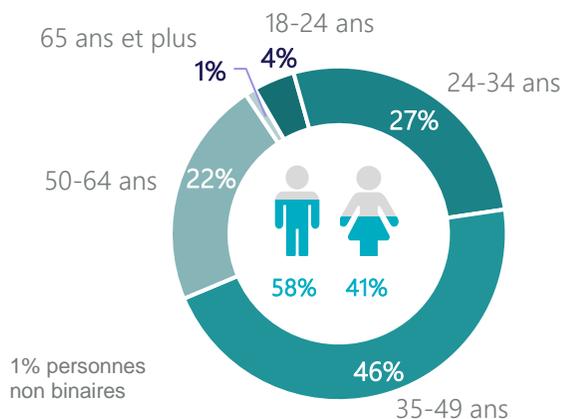
Type d'organisation	Nom
Organisations employeurs	SYNAVI
	PRODISS
	SNDTP
	SCC
	SNES
	SYNPASE
Organisations salariés	SYNPTAC-CGT
	SNAM CGT
	SFA-CGT
Institutions sociales et centres de ressources	AUDIENS
	CMB
	CNM
	CND
	TNS
	MAGNUM
Structures	Cœur de scène
	Les grands théâtres
	Les nuits de Fourvière
	Triodarts
	La Manivelle Théâtre
	Détonnantes Productions
	Culture Next
	REGIETEK
	AURA SV
	ARDEC
Consultants, agences	ProfilCulture
	La Filière
	ACP la Manufacture Chanson
Organismes de formation	Jeudi Formation

Enquête en ligne - 6896 professionnels ont répondu

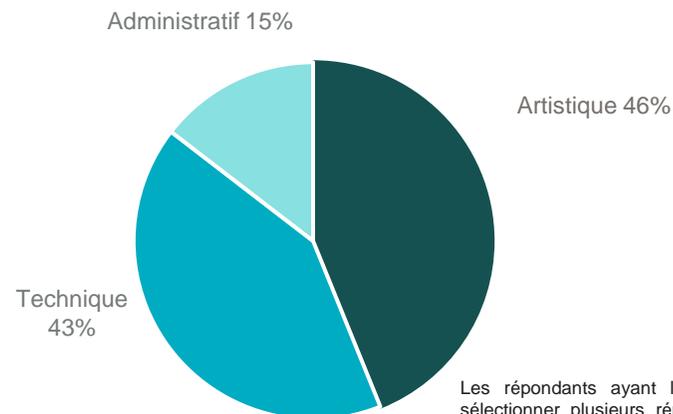
Un panel de répondants représentatif des professionnels du secteur, au regard de l'implantation géographique et du profil professionnel



Profil des répondants



Type de métiers – Réponses multiples possibles



Les répondants ayant la possibilité de sélectionner plusieurs réponses pour les types de contrats et de métiers, la somme des catégories est supérieure à 100

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

3. STRATEGIES MISE EN ŒUVRE FACE A LA CRISE

4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ



Crédits : source d'images PPT

Le spectacle vivant avant la crise : un secteur dynamique et attractif

Les indicateurs socio-démographiques du spectacle vivant étaient en forte progression en période pré-crise. Par exemple, de 2016 à 2017, les effectifs salariés étaient en hausse de 7,1 %.

MÉTIERS



Métiers artistiques ~ 115 900 emplois

- Musique et chant ~ 49%
- Art dramatique ~ 26%
- Art chorégraphique ~ 9%
- Arts du cirque et arts visuels ~ 3%
- Accompagnement artistique ~ 7%



Métiers techniques ~ 56 800 emplois

- Plateau, scène et machinerie ~ 23%
- Lumière et électricité ~ 15%
- Son ~ 14%
- Vidéo et image ~ 7%
- Direction technique et régie générale ~ 7%
- Accroche et structure ~ 3%
- Décors ~ 7%
- Accessoires et effets spéciaux ~ 2%
- Costume ~ 3%
- Coiffure, maquillage et masques ~ 1%
- Services généraux ~ 6%



Métiers administratifs ~ 39 000 emplois

- Direction d'entreprise ~ 11%
- Production et diffusion ~ 30%
- Commercialisation et billetterie ~ 9%
- Communication ~ 9%
- Action culturelle et relations avec le public ~ 4%
- Accueil ~ 22%
- Administration générale ~ 15%

PORTRAIT STATISTIQUE DE 2017

21 220 STRUCTURES*

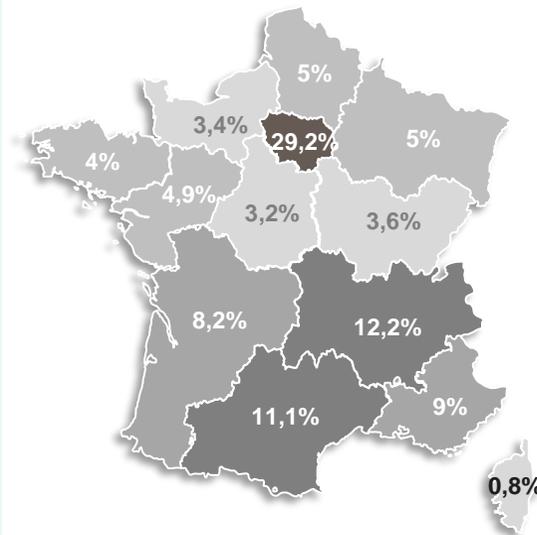
+ 80 100 employeurs hors secteur professionnel (champ du GUSO) *

217 150 SALARIÉS*

+ 72 900 salariés hors secteur professionnel (champ du GUSO)*

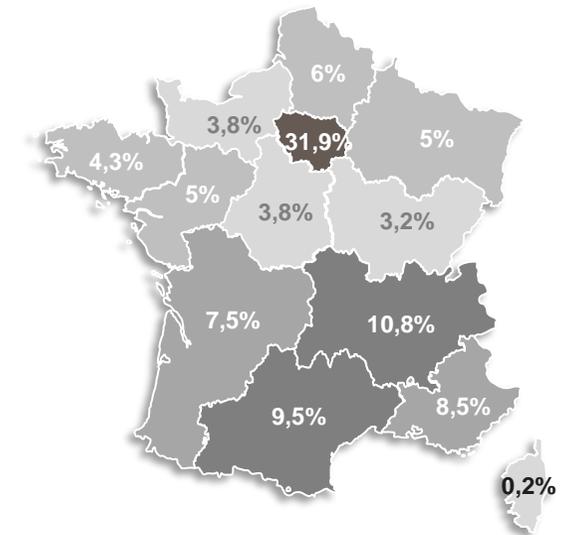
Répartition régionale des employeurs du secteur professionnel (hors GUSO) en 2017

CPNEF:SV/Afdas Tableau de bord 2017



Répartition régionale des effectifs du secteur professionnel (hors GUSO) en 2017

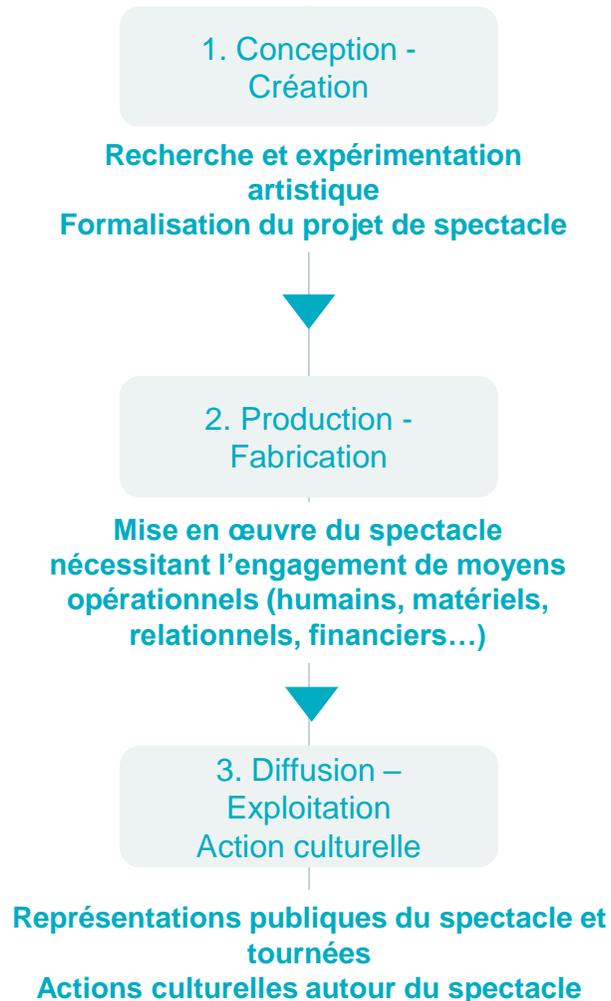
CPNEF:SV/Afdas Tableau de bord 2017



*Données 2017. Source : Audiens/ OPMQ-SV

Une structuration de l'écosystème du spectacle vivant en 3 grands segments

De façon simplifiée, l'activité du spectacle vivant se décompose en 3 étapes, au cours desquelles peut intervenir une multiplicité de structures et de professionnels de plus de 200 métiers différents. Certaines structures développent une activité de façon transversale sur les 3 étapes, tels que les producteurs ou diffuseurs.



1 L'étape de **Conception** mobilise essentiellement les métiers artistiques. Elle peut nécessiter des temps longs et ne se conclue pas toujours par un passage en production - fabrication.

 **Principaux métiers** : métiers artistiques (ex. : auteur, metteur en scène, chorégraphe, compositeur), scénographe, direction de la structure.

2 L'étape de **Production - fabrication** est morcelée en un grand nombre de micro-organisations et rassemble un panel de métiers artistiques, techniques et administratifs divers, qui varient selon le spectacle considéré.

 **Principaux métiers** : métiers artistiques (ex. : metteur en scène), métiers techniques (direction technique, régisseur, constructeur-décorateur, costumier...) et métiers administratifs (ex. : administrateur, chargé de production).

3 L'étape de **Diffusion - Exploitation - Action culturelle** de l'œuvre est un maillon déterminant de la chaîne, structurée autour des lieux d'accueil et de représentation.

 **Principaux métiers** : métiers artistiques (ex. : comédien, danseur), techniques (ex. : régisseur et technicien son/lumière/vidéo/plateau, habilleur) et administratifs (ex. : chargé de diffusion, responsable de billetterie, agent d'accueil, chargé d'action culturelle).

Le spectacle vivant, un secteur en transformation permanente accompagnant les évolutions sociétales

Depuis une vingtaine d'années, le secteur connaît des évolutions liées notamment aux transitions numérique et écologique. Face aux tensions sociales et économiques, le secteur a également cherché à faire évoluer son modèle.



La digitalisation

- La **transition numérique** a déjà un **fort impact sur la création et la diffusion des œuvres** et nécessite le développement de compétences nouvelles, notamment en matière de communication, de marketing en ligne, ou encore de techniques scéniques.
- L'arrivée des **billetteries en ligne** a changé la gestion des salles de spectacle et des scènes, et permet aux petits établissements plus de visibilité sur internet.
- Le numérique change également **la relation au spectateur**, en offrant la possibilité d'établir une relation de long terme et suivie avec le spectateur, de toucher plus directement le public sur les réseaux sociaux et d'animer une communauté d'intérêts, ou un réseau d'artistes lié à la scène ou au lieu.



L'engagement environnemental

La question de **l'intégration des problématiques liées au développement durable** est de plus en plus prégnante.

- Le secteur des festivals notamment, s'est engagé dans une dynamique de développement durable et d'éco-conception, avec comme objectif celui de réduire l'impact environnemental des spectacles (politique d'achats responsables, intégration de débats sur la transition écologique, etc.).
- Les prestataires techniques au service de la création et de l'événement ont également mis en place un label RSE Prestad.



La diversification des modèles économiques

Face aux tensions économiques (baisse des moyens financiers des collectivités locales, recul du nombre d'abonnements, diminution du nombre de salles...), certains acteurs du secteur cherchent à **faire évoluer leur modèle économique** :

- Certains établissements publics sont poussés à se tourner **vers le mécénat, le développement de partenariats ou encore le crowdfunding** pour trouver d'autres sources de financement.
- **Les lieux mêlant spectacle vivant et offre d'activités rémunératrices** plus diversifiée (librairie, restauration, bar, espaces de répétition à louer, etc.) continuent de se développer.



Les activités en croissance

Les questions de gestion des carrières (choix ou non de participer à un projet, gestion de son image, etc.) se font de plus en plus prégnantes et confirment l'importance de certains métiers comme celui de **développeurs d'artistes**.

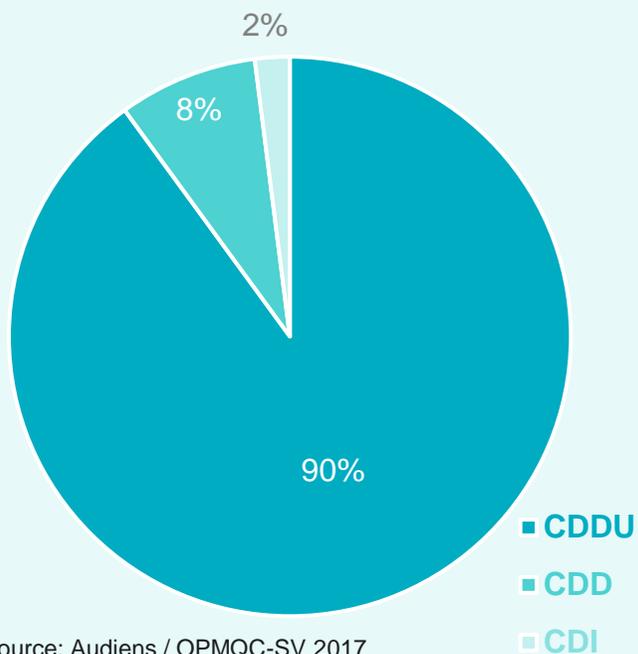
Les métiers artistiques, plus de la moitié des emplois du spectacle vivant

Les métiers artistiques, dont 90% sont exercés par des salariés intermittents, développent leurs compétences à l'aune de la transition numérique notamment.

115 900 SALARIÉS

54% des effectifs du spectacle vivant ont exercé au moins une fois des emplois artistiques

Répartition des emplois artistiques selon le contrat de travail en 2017 (en %)



Source: Audiens / OPMQC-SV 2017

Facteurs d'évolution dans les métiers artistiques



Transition numérique

- Pour les artistes, **l'usage des réseaux sociaux pour la communication, la publicité, la promotion d'œuvres, les plateformes de diffusion ou l'animation de communautés** devient incontournable.



Action culturelle

- Les **actions culturelles** se développent et mettent les artistes aux prises avec des environnements et publics très divers (hôpitaux, prisons, écoles, entreprises, etc.).



Enjeux autour de la gestion de carrière

- L'offre de spectacles de plus en plus importante mène à une concurrence accrue entre artistes et ainsi à de plus grandes difficultés à percer et à vivre de son métier. Dans ce contexte, la gestion de carrière artistique et professionnelle est primordiale.



Polycompétence et élargissement du répertoire

- Pour les artistes auteurs, les pratiques relevant de l'installation et de techniques mixtes, de la vidéo, du multimédia et de la performance se développent. Cette **polycompétence** est de plus en plus demandée afin de se démarquer dans le paysage culturel et/ou de favoriser son employabilité.
- Les artistes interprètes élargissent leur répertoire afin de multiplier leurs possibilités de cachets et faire face aux difficultés économiques potentielles.

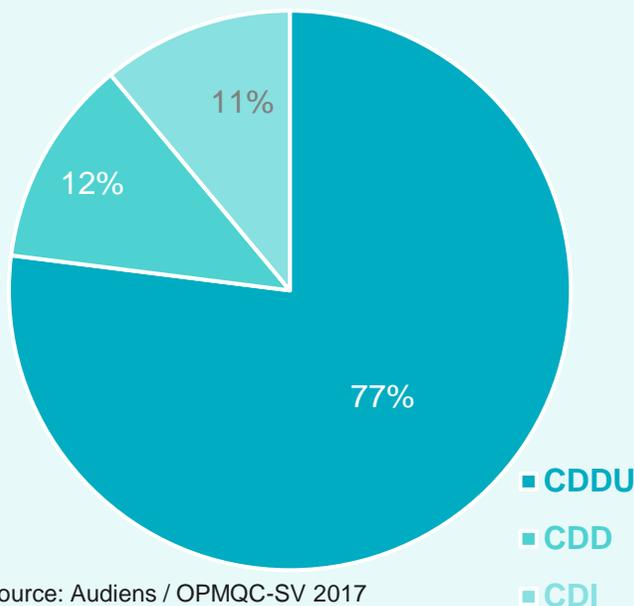
Les métiers techniques, plus d'un quart des emplois du secteur du spectacle vivant

Les évolutions technologiques impactent fortement les métiers techniques.

56 800 SALARIÉS

26% des effectifs du spectacle vivant ont exercé au moins une fois des emplois techniques

Répartition des emplois techniques selon le contrat de travail en 2017 (en %)



Source: Audiens / OPMQC-SV 2017

Facteurs d'évolution dans les métiers techniques



Nouvelles technologies

- Les **nouvelles technologies du son, de la musique** (Musique Assistée par Ordinateur, design sonore, etc.) et de **la vidéo** (interface graphique 2D ou 3D numérique, etc.) demandent aux métiers techniques d'actualiser régulièrement leurs compétences.



Disparition de métiers traditionnels

- Certains métiers traditionnels de la technique sont de moins en moins présents, comme **les cintriers** par exemple, qui ont vu leur métier bouleversé par l'apparition de perches électriques automatisées, ou encore les **métiers rares** dans le **domaine du costume, du décors ou des accessoires**, qui pour autant restent présents sur certaines productions.

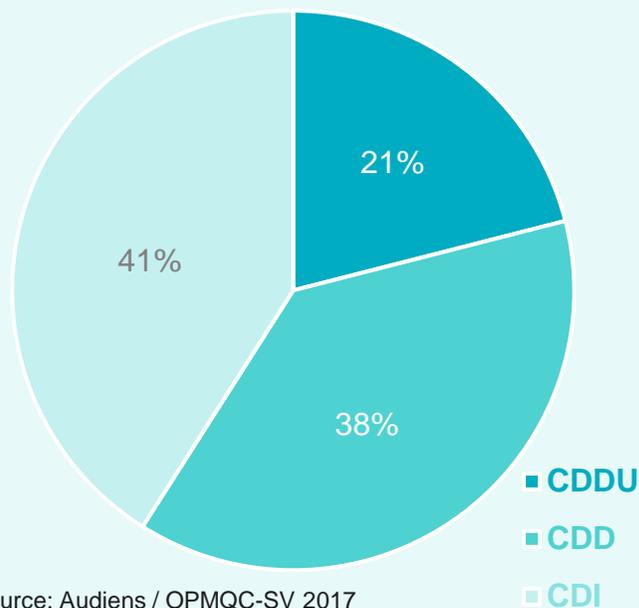
39 000 emplois dits administratifs au sein du secteur

Les métiers administratifs développent de nouvelles compétences, en matière d'animation et de relations publiques notamment

39 000 SALARIÉS

Exemples : chargé de production / diffusion / communication, administrateur de tournées, programmateur artistique, agent de billetterie, responsable des relations avec le public

Répartition des emplois administratifs selon le contrat de travail en 2017 (en %)



Source: Audiens / OPMQC-SV 2017

Facteurs d'évolution dans les métiers administratifs



Complexification des activités de production

- Les producteurs font face à une complexification de leurs activités (montages financiers complexes, internationalisation des productions, application de la législation encadrant les amateurs, complexification administrative, accueil d'artistes étrangers, etc.).



Métiers en croissance

- Les métiers des relations publiques se développent et font face à une augmentation des exigences relatives à leurs activités.
- L'animation des réseaux sociaux par les métiers de la communication se développe.
- L'évolution des structures appelle de nouvelles compétences en management, gouvernance et gestion de projet parmi les membres de direction.



Contexte sécuritaire

- Au sein des lieux de diffusion, les réglementations sécuritaires ont été renforcées depuis 2015 et les professionnels sont donc formés sur ces aspects.

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

3. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE FACE A LA CRISE

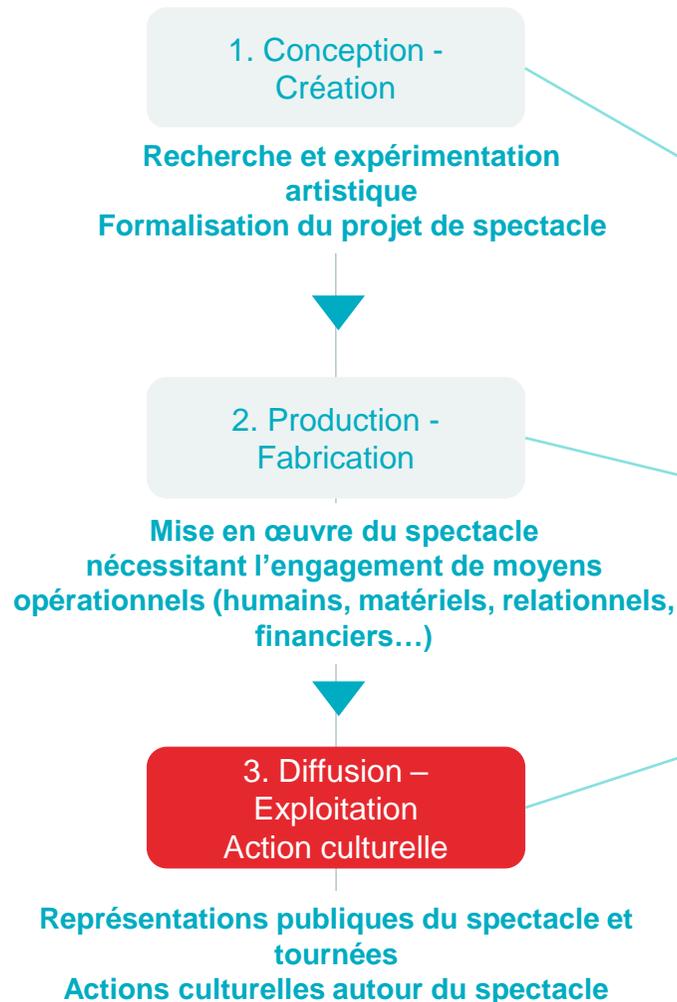
4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ



Crédits : source d'images PPT

Les impacts de la crise sur la chaîne de valeur du spectacle vivant

La fermeture des lieux de diffusion du spectacle vivant met à mal un maillon central pour l'activité dans la profession et impacte l'ensemble de la chaîne de la valeur.



La fermeture des lieux de diffusion et de représentation (théâtres, auditoriums, salles de concert, festivals, chapiteaux, cabarets...) empêche la tenue des spectacles et impacte l'intégralité de la chaîne de valeur du spectacle vivant : les productions de nouveaux spectacles ou événements artistiques sont stoppées ou fortement ralenties, ainsi que les actions de communication et de diffusion médiatique. À terme, le processus de création (écriture, mise en scène...) est lui aussi impacté, faute de débouchés et de possibilités de représentations.

1

Impacts sur la **Conception - Création** :

- L'absence du public interroge sur le sens même du spectacle vivant et bouleverse les fondamentaux du métier d'artiste.
- La précarité financière grandissante, la baisse du nombre de résidences et de moyens alloués aux artistes représentent des freins à la création.

2

Impacts sur la **Production - Fabrication** :

- Des difficultés à créer de nouveaux spectacles en réunissant les moyens humains, matériels et financiers se posent (frais de création, de répétitions et des avances aux auteurs).
- On peut constater la création d'un déséquilibre entre le nombre d'œuvres créées et les possibilités de diffusion au public.

3

Impacts sur la **Diffusion - Exploitation - Action culturelle** :

- La crise sanitaire a entraîné l'annulation d'un grand nombre de spectacles sans possibilité de report ultérieur (renoncement pour questions budgétaires, artistes ou lieux indisponibles, spectacles plus en phase avec l'actualité de l'artiste...etc.).
- Ces annulations ont conduit à des reports ou tentatives de reports en 2021 ou sur les années suivantes.
- Nombre de professionnels font face à de grandes difficultés pour organiser les tournées (France et étranger) et pour accueillir les tournées des producteurs étrangers.

La crise sanitaire : des impacts financiers et humains conséquents

L'arrêt total de l'activité pour la majeure partie des professionnels engendre une dégradation majeure de la situation financière de la majorité des structures et professionnels du secteur, avec des impacts en termes de fragilisation sociale.



Baisse d'activité

La fermeture des lieux de représentation entraîne une **inactivité totale ou partielle massive**, touchant l'ensemble du secteur et des métiers, à l'exception de certains métiers administratifs :

- **73% des professionnels interrogés** ont déclaré avoir effectué **moins de 300 heures** de travail depuis le 1^{er} mars 2020, dont **46% moins de 100 heures**.



Impacts financiers

L'absence d'activité entraîne une perte de recettes conséquente pour la grande majorité des structures du secteur :

- **96%** des structures interrogées ont subi des **baisses de recettes** en 2020, par rapport à 2019.
- **61%** des structures interrogées déplorent une baisse de leurs recettes de **plus de 60%**, dont **34%** de **plus de 80%**.

Les pertes financières pourraient fortement s'aggraver si les mesures sanitaires ne sont pas levées d'ici à l'été :

- Auquel cas, **48%** des structures interrogées prévoient une baisse de recettes de **plus de 80%** en 2021.

Par ailleurs, le contexte de crise conduit à une baisse des moyens alloués aux structures subventionnées :

- **32%** des structures interrogées ont connu une **baisse de leurs subventions** en 2020.
- Et **44%** prévoient une baisse de leurs subventions en 2021.



Impacts humains

Au-delà des aspects financiers, la crise entraîne également des baisses d'effectifs salariés :

- **29%** des structures interrogées ont connu des **baisses d'effectifs permanents** en 2020 et **73%** une **baisse de leurs effectifs intermittents**.

En conséquence, de nombreux professionnels sont actuellement sans emploi : **68%** des professionnels interrogés sont actuellement **en recherche d'emploi**, dont 3% sans indemnisation de l'assurance chômage.



Impacts psychologiques

Au-delà des impacts financiers immédiats, les impacts psychologiques de la crise se font sentir, et les professionnels semblent **épuisés émotionnellement et découragés**, en raison du contexte d'incertitude et de l'impossibilité de pouvoir exercer leur métier :

- **49%** des professionnels considèrent l'impact psychologique de la crise comme l'une de leurs principales difficultés



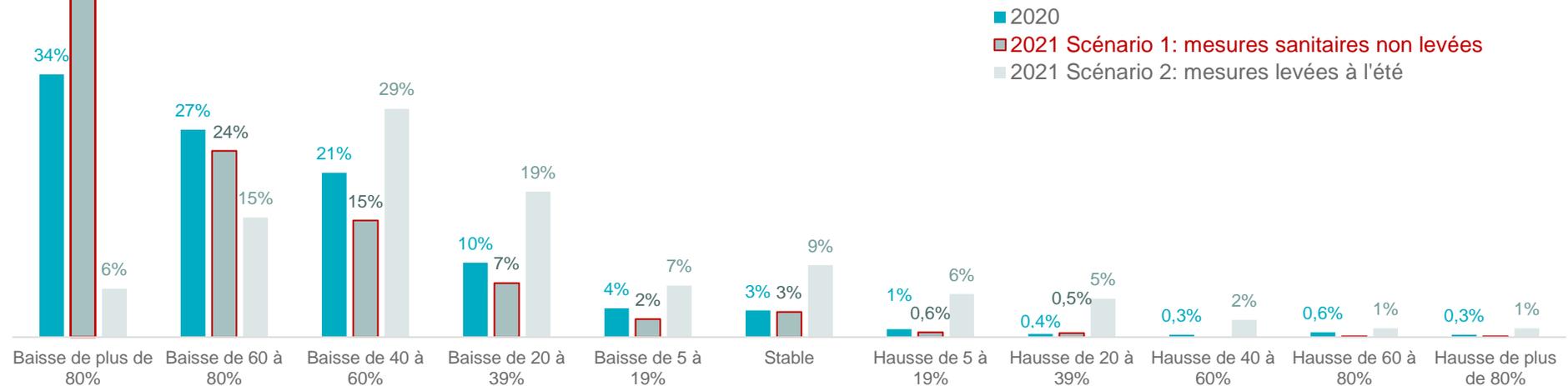
Impacts sur l'activité des structures



Impact sur les recettes et perspectives budgétaires des structures

L'inactivité totale ou partielle massive a entraîné une baisse des recettes pour 96% des structures interrogées

Evolution des recettes des structures par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 1049 et 1056 répondants



- Les structures du spectacle vivant ont vu leurs recettes chuter de manière drastique en 2020 : **34%** d'entre elles enregistrent une baisse de leurs recettes **de plus de 80%**, **61%** une baisse de leurs recettes **de plus de 60%** et **21%** une baisse de leurs recettes comprise **entre 40 et 60%**.
- Les pertes pourraient s'amplifier si les mesures sanitaires actuelles ne sont pas levées d'ici à l'été, auquel cas près de **la moitié des structures interrogées envisage une baisse de leurs recettes de plus de 80%** sur l'année 2021. Les pertes de recettes, bien que conséquentes, seraient davantage échelonnées si les mesures étaient levées à l'été, avec des pertes estimées entre 40 et 60% en 2021 pour 29% des structures interrogées, et de plus de 60% pour 21% d'entre elles.
- En moyenne, les structures estiment le temps de retour à une activité équivalente à celle d'avant crise à **un peu plus de 2 ans**, à partir du moment où les spectacles pourront se tenir sans jauge limite.

Impact sur les moyens alloués au secteur subventionné

Le contexte de crise actuel semble conduire à une baisse des moyens alloués aux structures du secteur subventionné, puisque 32% des structures interrogées déplorent une baisse de leurs subventions publiques par rapport à 2019.

Comment ont évolué vos subventions 2020 par rapport à 2019 ?

Questionnaire KYU/CPNEF-SV/Afdas - 615 répondants

49% stable
19% augmentation
32% baisse

Quelle évolution de vos subventions prévoyez-vous en 2021 par rapport à 2019 ?

Questionnaire KYU/CPNEF-SV/Afdas - 601 répondants

41% stable
15% augmentation
44% baisse

« Nous craignons que les subventionneurs, qui ont tous maintenu leurs soutiens en 2020 malgré les objectifs non atteints, soient moins enclins à maintenir le niveau actuel des subventions si l'activité demeure faible. »

Si près de la moitié des structures subventionnées ont continué à bénéficier de volumes de subventions stables, elles sont **32% à avoir rencontré une baisse de leurs subventions** et **44% à prévoir une baisse** de ces dernières en 2021.

Les structures dont les modèles économiques dépendent fortement des subventions vont fortement pâtir de cette baisse des moyens alloués et ce sujet inquiète fortement les structures du secteur :

- **32%** des structures interrogées citent la baisse de financement public comme l'une des principales difficultés anticipées pour les prochains mois.
- De nombreux employeurs ont également fait part de leur crainte d'**appauvrissement des budgets culturels** dans les mois à venir.

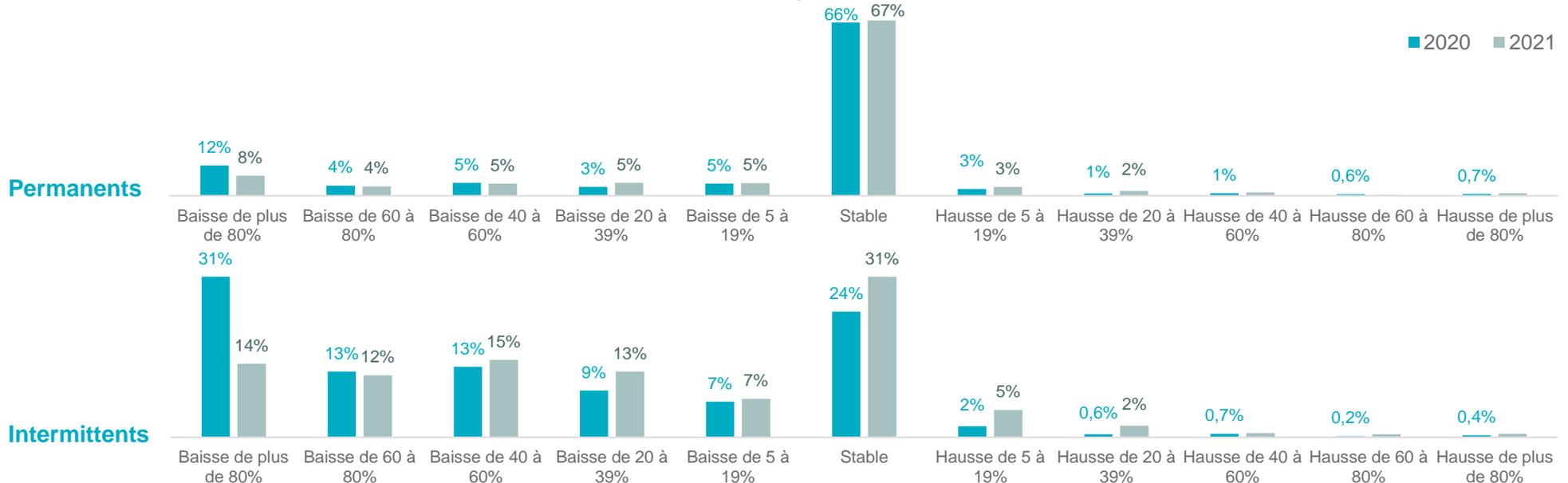


Impacts sur les équipes

Impact sur l'emploi

Malgré la baisse d'activité, la majorité des structures ne prévoit pas de diminution des effectifs permanents. La situation est en revanche critique pour les salariés intermittents.

Evolution des effectifs permanents et intermittents par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 1089 et 871 répondants



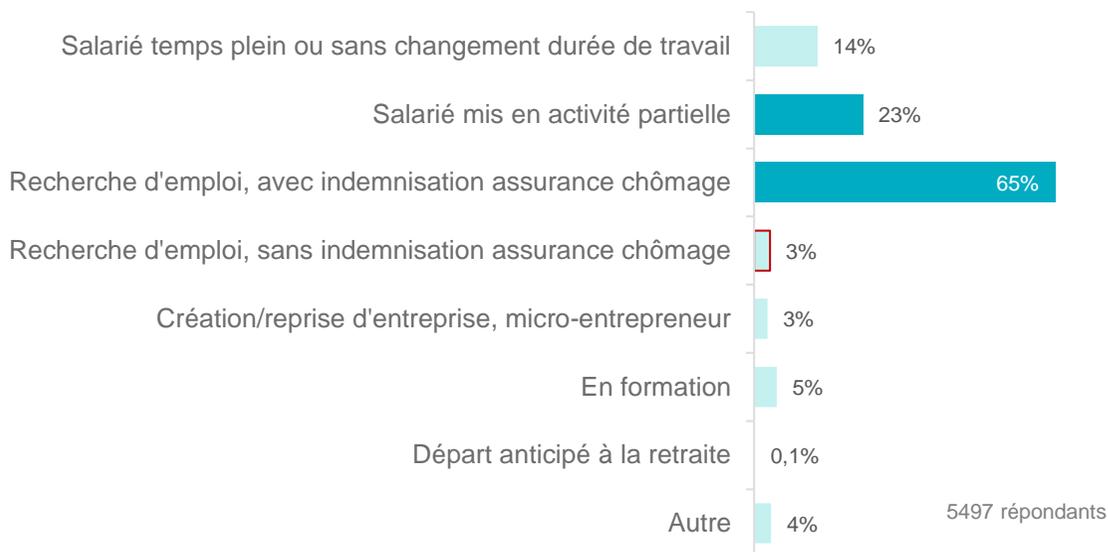
- Malgré la baisse de l'activité, **66%** des structures interrogées ont conservé leurs effectifs permanents en 2020.
- Près d'**un tiers des structures sondées** ont connu néanmoins une baisse de leurs effectifs permanents, notamment les petites structures de moins de 10 salariés, traduisant une impossibilité de maintenir les effectifs face à l'arrêt brutal de l'activité.
- La situation est particulièrement dramatique pour les salariés intermittents puisque **73% des structures sondées signalent une baisse de leurs effectifs intermittents en 2020**.
- Ce constat est renforcé par l'enquête menée auprès des professionnels: seulement **54% des intermittents sondés** ont signalé avoir au moins un engagement prévu en 2021.

Des professionnels partiellement ou entièrement sans activité

La majorité des professionnels du spectacle vivant est en recherche d'emploi, du fait de l'arrêt quasi-total de l'activité.

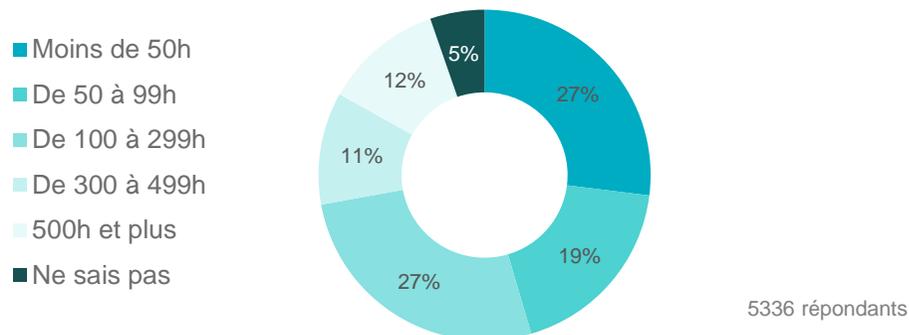
Principalement, quelle a été votre situation professionnelle en 2020 ?

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



La grande majorité des professionnels du secteur a été impactée par la crise sanitaire : **94%** des répondants qualifient leur situation professionnelle de **difficile**, dont **57%** de **très difficile**.

La majorité des sondés a rencontré une baisse, voire un arrêt de leur activité en 2020 :

- **68%** des professionnels interrogés étaient en **recherche d'emploi** en 2020, dont 3% sans indemnisation de l'assurance chômage.
- **23%** ont été placés en activité partielle.
- **73%** des sondés ont déclaré avoir effectué moins de 300 heures de travail depuis le 1^{er} mars 2020 dont **46%** moins de 100 heures .

Cette importante chute de l'activité entraîne des pertes de revenus :

- **73% des professionnels sondés** déclarent une perte de revenus en 2020.
- Ces pertes varient au sein d'une fourchette allant de **500 à 20 000 euros** depuis le 1^{er} mars 2020.

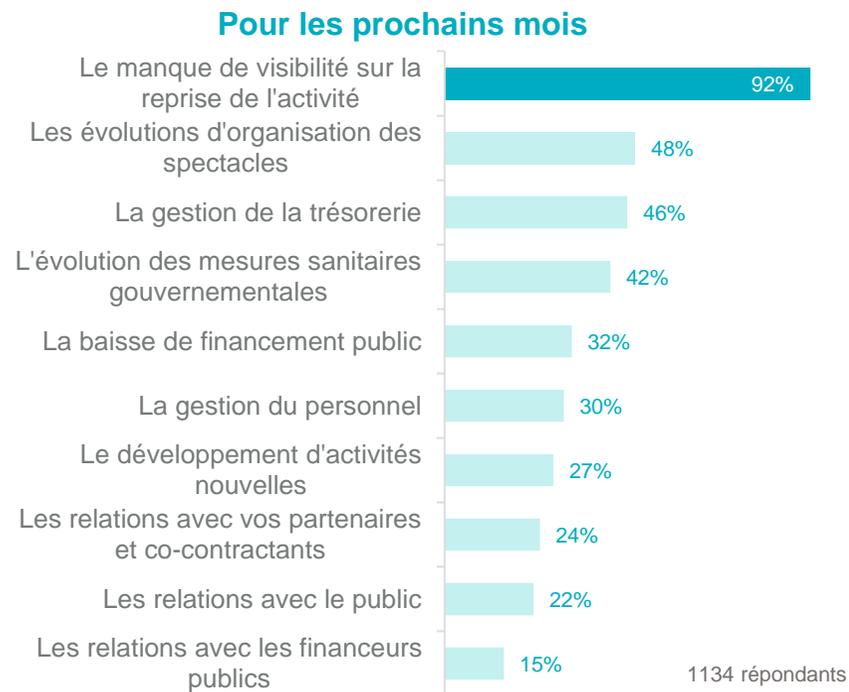


Les difficultés rencontrées dans le secteur



Les difficultés rencontrées et anticipées par les structures

Le manque de visibilité sur la reprise de l'activité arrive en tête des inquiétudes rencontrées et anticipées par le secteur.

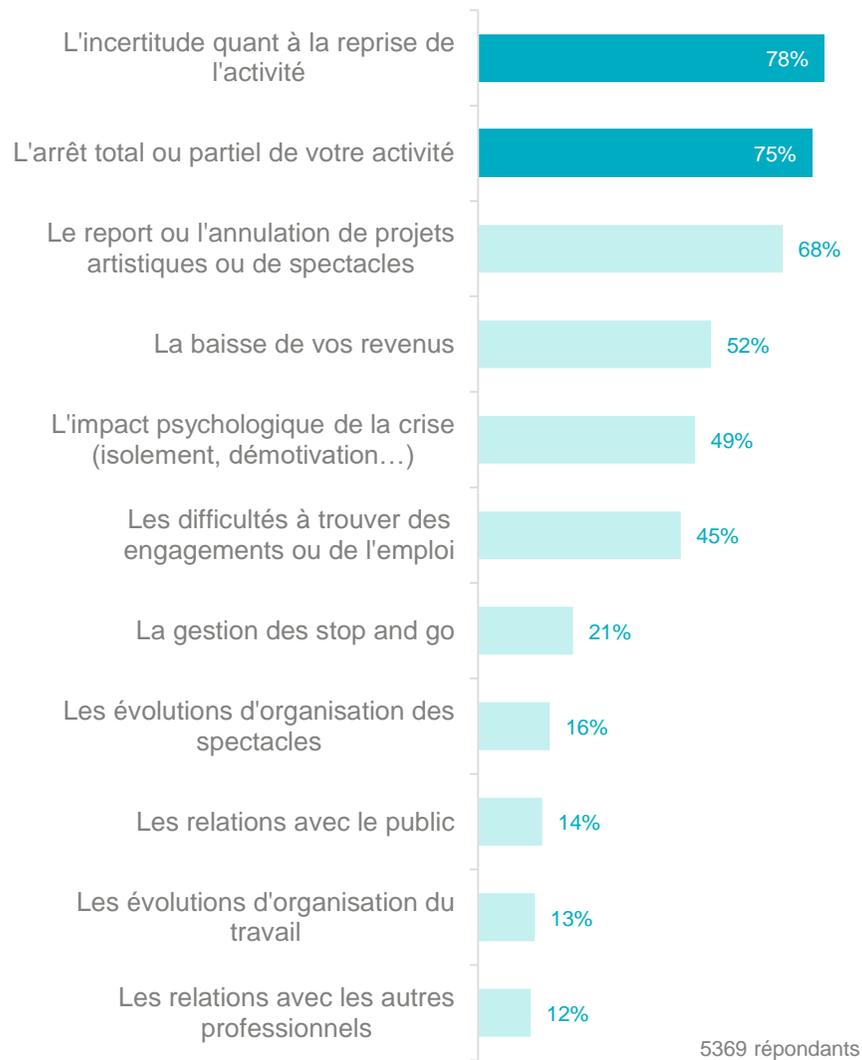


Au-delà des conséquences directes et immédiates générées par la crise comme **le manque de visibilité, l'arrêt total ou partiel de l'activité, et l'impossibilité de se déplacer sur le territoire et à l'étranger**, les structures interrogées ont mis en exergue :

- **Leurs difficultés de gestion** : liées aux évolutions d'organisation des spectacles et du travail (distanciation, protocole sanitaire...), ainsi qu'à l'accumulation des tâches administratives et à la complexité des demandes d'aides.
- **Leurs difficultés financières** : liées au remboursement des PGE, à la baisse de financement public et du mécénat, aux longs délais d'obtention d'aides, au refus de demandes d'aide, ou à absence d'aides dédiées (pour les prestataires techniques notamment). Elles s'inquiètent de l'impossibilité d'amortir les coûts de production et des difficultés à financer de nouveaux projets.
- **Leurs difficultés relationnelles** : avec le personnel (isolement, démotivation, reconversions), le public, les partenaires et co-contractants, les financeurs publics, les assureurs, les banques, ou encore les gestionnaires de billetteries. Les répondants ont insisté sur les pertes actuelles de liens sociaux et humain et sur l'isolement grandissant des acteurs de l'écosystème du spectacle vivant.

Les difficultés rencontrées par les professionnels

Après l'incertitude quant à la reprise et l'arrêt total ou partiel de leur activité, les difficultés rencontrées par les professionnels du secteur sont d'ordre financières et psychologiques.



Tout comme les structures employeuses, les professionnels du spectacle vivant citent l'**incertitude** comme première difficulté rencontrée dans le contexte de la crise sanitaire.

Les répondants ont également insisté sur leurs **difficultés financières immédiates** liées à la perte ou à la forte baisse de leurs revenus, notamment :

- Leurs difficultés à obtenir un prêt immobilier, à rembourser leurs crédits ou à payer leur loyer.

De plus, les professionnels insistent sur les fragilités psychologiques renforcées dans le contexte de la crise :

- **49%** des sondés citent l'impact psychologique de la crise comme principale difficulté.
- Ils sont nombreux à faire part d'isolement, de solitude, d'état de dépression, de stress et d'épuisement émotionnel.

De fortes craintes sont émises quant **au devenir du régime spécifique d'assurance chômage des salariés intermittents** :

- De nombreux professionnels s'inquiètent de la fin du dispositif « année blanche » et s'interrogent sur leur capacité future à atteindre les 507 heures nécessaires à l'ouverture des droits en Aide au Retour à l'Emploi.

Des perspectives incertaines pour le secteur

La reprise s'annonce difficile, car conditionnée à des facteurs indépendants de la volonté des acteurs. De plus, des choix devront être faits entre l'annulation des représentations prévues ou le report partiel ou total de la programmation. Les professionnels s'inquiètent également d'une concurrence accrue et de risques élevés d'accidentologie au travail.

Une reprise conditionnée

- La reprise sera conditionnée par la **taille des jauges** autorisées et les **conditions de représentation** répondant aux mesures sanitaires (debout/assis, règles de distanciation, port du masque, signalement des cas contacts, etc). Si les jauges sont trop restreintes, nombre d'établissements ne pourront pas rouvrir.
- Certains secteurs comme le secteur musical, sont fortement dépendants des **artistes internationaux reconnus**. Sans possibilité d'organiser des tournées internationales, les perspectives de reprise s'annoncent difficiles.
- De plus, les professionnels s'inquiètent du **risque d'évaporation de publics « à risques »** (personnes âgées, handicapées) ainsi que des **publics fragilisés économiquement** ayant perdu leur pouvoir d'achat. Une **inertie des comportements** est aussi à prévoir : la difficulté de maintenir le lien avec le public est grande et ce dernier devra retrouver le réflexe d'aller au spectacle.
- Les difficultés seront d'autant plus grandes pour les structures qui attirent principalement un **public de touristes** français et étrangers, comme les cabarets par exemple.

Un fort engorgement des projets artistiques et des productions sacrifiées

- L'accumulation des projets non diffusés entraîne des **difficultés d'organisation des reports et des programmations**, notamment pour les productions ambitieuses mobilisant un grand nombre de professionnels. Par exemple, le secteur du cirque, connaît ses 2ème et 3ème vagues de report et certaines compagnies diffusant à N+2 vendent d'ores et déjà des spectacles pour 2024.
- Par ailleurs, des questions de **disponibilité des têtes d'affiche** vont se poser pour nombre de structures qui en dépendent.
- Certains lieux de diffusion souhaiteront faciliter la reprise en privilégiant les compagnies avec lesquelles des liens sont déjà tissés, ainsi que des projets davantage standardisés aux contenus plébiscités. Il existe donc un risque de **diminution de la diversité de l'offre et des formes artistiques** avec un **soutien moindre à destination des projets modestes, portés par des artistes moins reconnus** et une réticence à diffuser des spectacles mobilisant beaucoup d'artistes. Cette offre pléthorique pourrait entraîner un **fractionnement de l'audience et des recettes**.

Pour les professionnels, des difficultés de reconditionnement physique

- La crise a soulevé des difficultés pour les artistes à entretenir leur corps en période de confinement, du fait de la fermeture des studios de répétition par exemple, pour les danseurs, circassiens et musiciens, ce qui génère des **risques d'accidents** lors de la reprise. Une **réathlétisation** sera nécessaire pour tous les artistes, mais tout particulièrement pour ceux dont le métier est à haute intensité physique tels que les danseurs, circassiens ou artistes lyriques. Il s'agira de reprendre le travail de manière adaptée, afin d'éviter tout risque de blessure ou d'accidents cardiovasculaire.
- Le respect de la **distanciation sociale** recommandée et du **port du masque** représentent des freins majeurs pour l'ensemble des pratiques artistiques, telles que la musique, le chant lyrique, la danse, le cirque, et le théâtre.

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

3. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE FACE A LA CRISE

4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ



Crédits : source d'images PPT

Les dispositifs généraux de soutien aux employeurs 1/2

89% des structures interrogées ont mobilisé au moins un dispositif. Elles ont eu fortement recours à l'activité partielle, à l'exonération de cotisations/ contributions sociales et au fonds de solidarité et souhaitent voir ces 3 dispositifs reconduits.

Mesure

Description

Structures y ayant recours –
enquête KYU/CPNEF-SV/Afdas

Aucun

11%

5%

Activité partielle ★

L'employeur en difficulté peut faire prendre en charge une partie du coût de rémunération des salariés sans activité. Le salarié reçoit 70% de son salaire brut – soit environ 85% de son salaire net – et l'État verse à l'entreprise une allocation de 85% des indemnités d'activité partielle. Les CDDU sont éligibles sous conditions.

66%

11%

Exonération cotisations sociales ★

Il s'agit d'exonération de cotisations et contributions sociales patronales pour les entreprises des secteurs les plus touchés. Ces exonérations concernent les cotisations dues jusqu'au 31 décembre 2020 pour les entreprises qui ont subi une interdiction d'ouverture au public à l'automne 2020.

60%

16%

Fonds de solidarité ★

Le fonds de solidarité est un dispositif de soutien à la trésorerie. Les entreprises peuvent prétendre à une aide compensant leur perte de CA dans la limite de 10 000€, si elles ont fait l'objet d'une fermeture administrative ou perdu au moins 50% de leur CA.

60%

13%

Délai de paiement échéances sociales/fiscales

Les entreprises qui connaissent une baisse de leur activité du fait des mesures décidées par les pouvoirs publics peuvent reporter tout ou une partie du paiement de leurs cotisations salariales et patronales.

29%

6%

Prêt Garanti par l'État - PGE

Le PGE est d'un montant maximum de 3 mois de CA 2019 ou 2 années de masse salariale pour les entreprises récentes. Aucun remboursement n'est exigé la 1ère année. L'entreprise peut soit rembourser immédiatement soit l'amortir sur 1 à 5 ans.

24%

4%

Report du paiement des loyers et factures

Les entreprises de moins de 250 salariés avec un CA inférieur à 50M€ et une perte de CA de plus de 50% peuvent bénéficier d'un report du paiement des loyers, factures d'eau, d'électricité et de gaz.

12%

3%

Déjà mobilisé

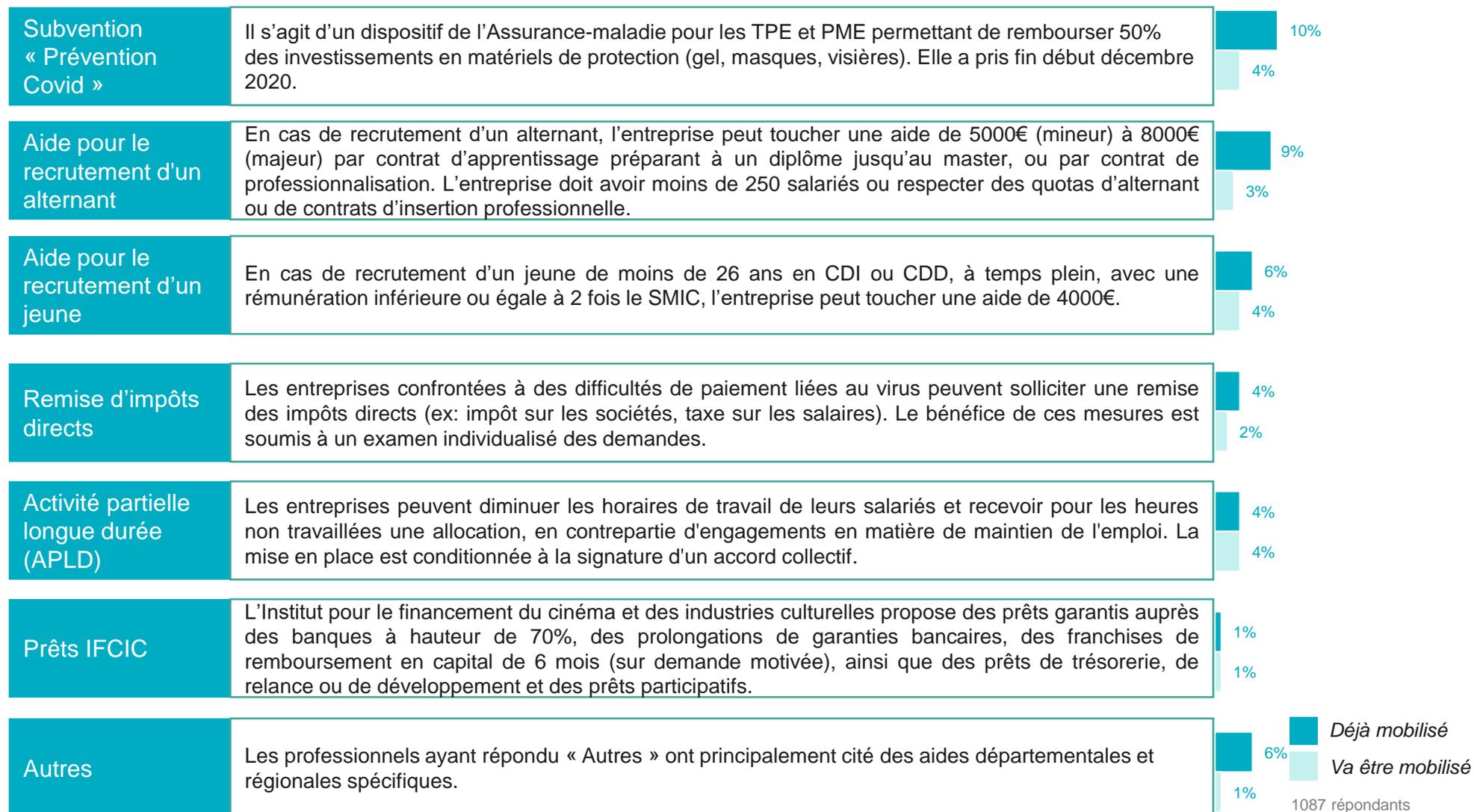
Va être mobilisé

★ Top 3 dispositifs à reconduire selon les sondés

1087 répondants

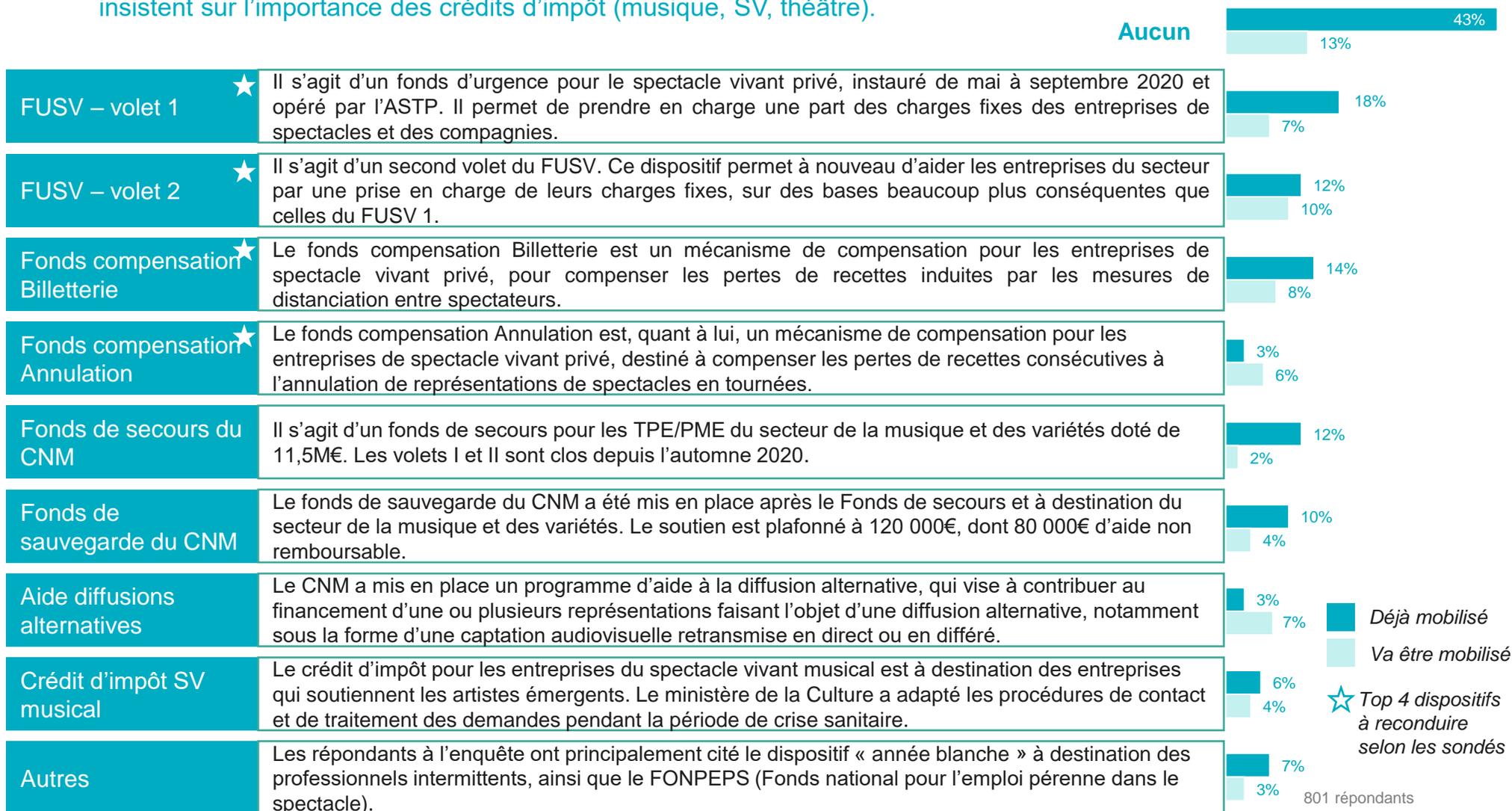
Les dispositifs généraux de soutien aux employeurs 2/2

Bien que plébiscitées par certains professionnels interrogés, les aides au recrutement des jeunes et alternants ont été moins mobilisées, en raison du manque d'activité. Les structures ont également eu recours à des aides départementales et régionales.



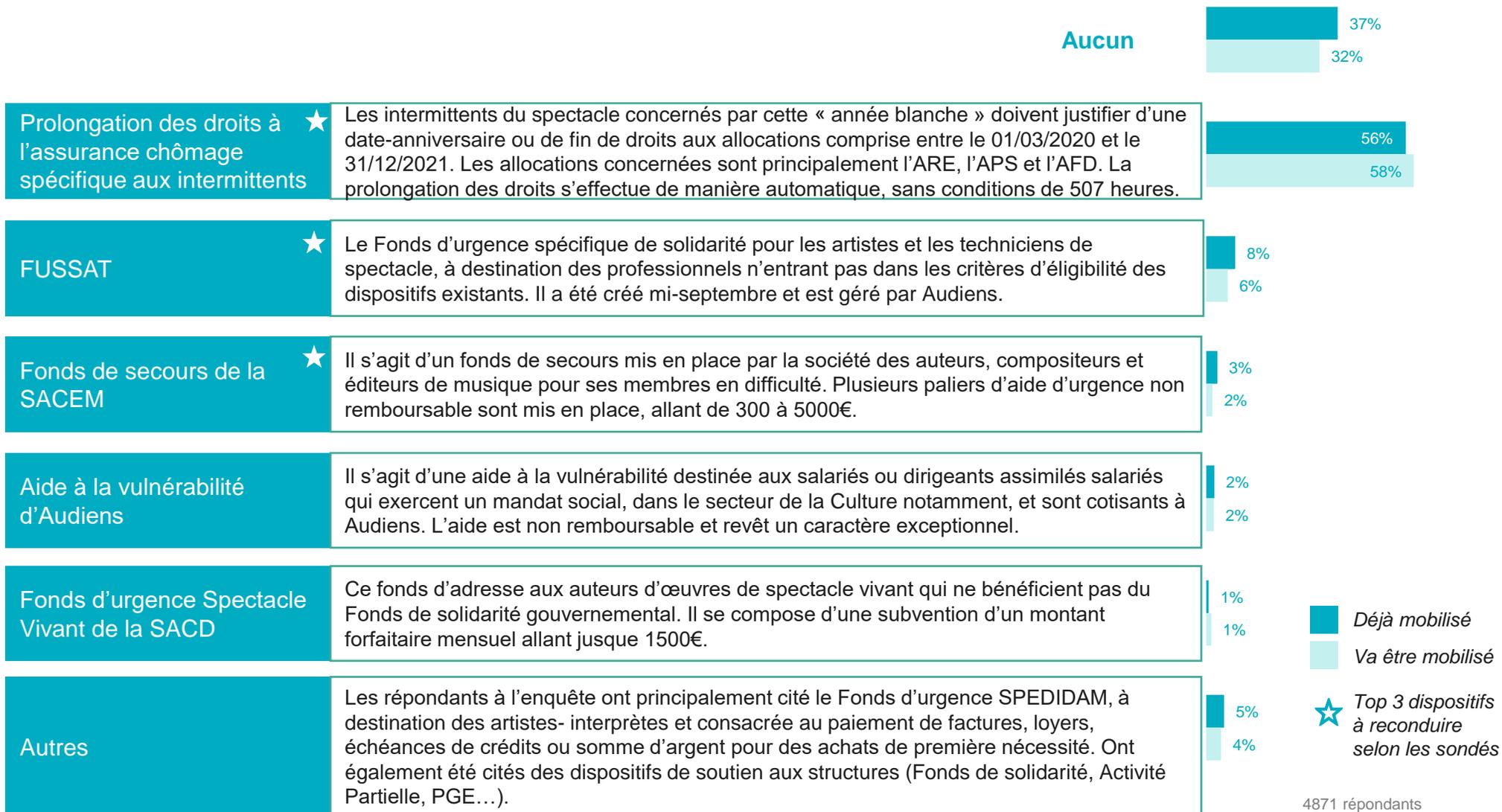
Les dispositifs spécifiques de soutien aux employeurs

43% des structures interrogées n'ont eu recours à aucune mesure, ce qui peut s'expliquer par les conditions d'éligibilité. Certains professionnels ont néanmoins fait part de leur manque de connaissance des dispositifs ou de difficultés à les mobiliser. Les structures souhaitent voir le FUSV et les Fonds de compensation billetterie/annulation reconduits, et insistent sur l'importance des crédits d'impôt (musique, SV, théâtre).



Les dispositifs spécifiques de soutien aux professionnels

Plus de la moitié des professionnels interrogés ont eu recours au dispositif « année blanche » pour les intermittents et plus d'un tiers n'a eu recours à aucun dispositif. Les professionnels plébiscitent néanmoins la plupart des mesures mises en œuvre et poussent pour leur maintien, voire leur renforcement.

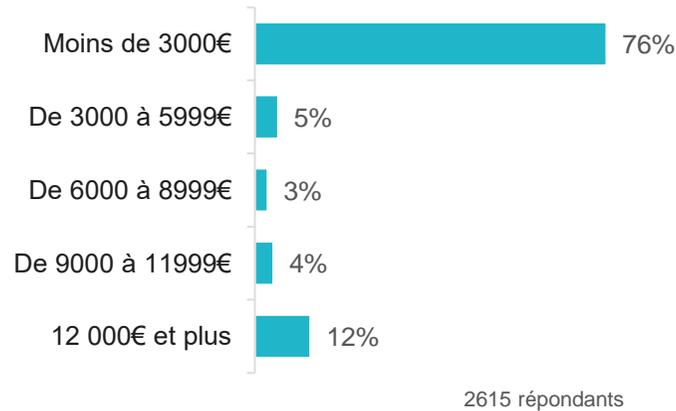


4871 répondants

Une forte demande de soutien dans le secteur du spectacle vivant de la part des structures et des professionnels

Si les structures et professionnels du secteur ont fortement mobilisé les dispositifs de soutien mis en œuvre par le gouvernement et plébiscité ces mesures, ils insistent également sur les situations particulières et les « oubliés » des dispositifs.

A combien s'élève l'ensemble des aides que vous avez perçues? - Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



« J'ai créé ma structure en octobre 2019, je n'ai pas d'emploi permanent. Et pas d'aide du CNM....Je survis grâce à l'ARE. Il serait temps de comprendre qu'il y a des acteurs qui ne sont pas pris en compte. La référence à 2019 ne doit pas être le seul critère d'accompagnement de même que l'emploi de permanents. Le CNM doit aider les créateurs d'entreprise.»

« Un traitement au cas par cas afin d'attribuer le statut d'intermittent aux primo entrants »

Les dispositifs de soutien transversaux semblent bien connus des structures. En revanche **les mesures spécifiques au secteur ne sont pas connues de l'ensemble des structures**, notamment des plus petites implantées dans les territoires, perdues devant la diversité de règles, aides et dispositifs juridiques produits.

Par ailleurs les professionnels alertent sur certains « oubliés » des mesures ou difficiles à positionner dans les cases pré-établies notamment :

- Les **primo entrants**, jeunes ou débutants, n'ayant pas encore d'accès au régime spécifique d'assurance chômage des intermittents, ni même d'indemnisation chômage
- Tous les **professionnels au RSA**
- Les **créateurs d'entreprise** non éligibles à certains dispositifs car n'ayant ni masse salariale, ni CA en 2019

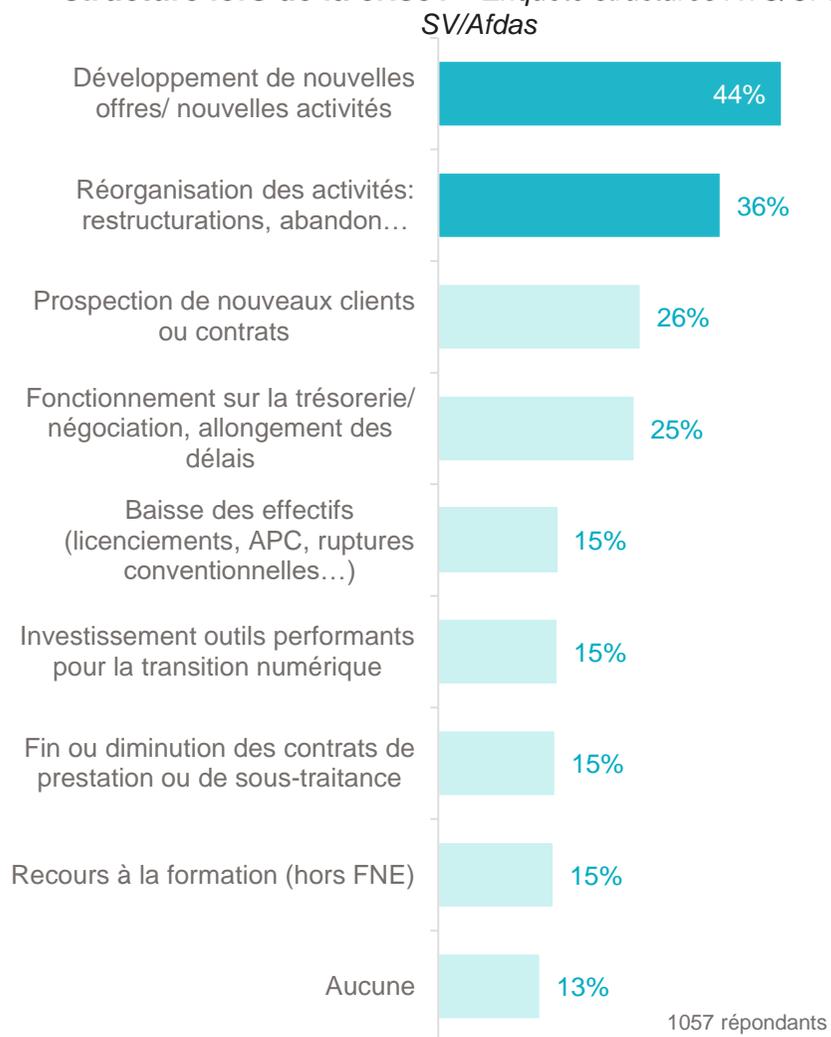
Parmi les autres points d'alerte communiqués via les enquêtes on retrouve :

- De fortes **demandes d'aides d'accès à la médecine douce**, notamment la **psychologie** (systèmes de chèque psy, ou accompagnement psychologique gratuit)
- Des demandes d'**accès élargi à la formation**
- Des inquiétudes vis-à-vis de l'**effondrement du système social spécifique aux professions du spectacle vivant** et des demandes de maintien des droits sociaux

Les stratégies déployées par les structures pour pallier la crise

Bien que fortement frappé, le secteur tente de rebondir : 44% des structures interrogées développent de nouvelles offres et activités.

Quelles stratégies ont été mises en place par votre structure lors de la crise? - Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas



Parmi les nouvelles offres et activités on distingue :

- Le développement de **projets artistiques diffusés hors cadres**, c'est-à-dire pour des petites jauges, chez l'habitant, en extérieur, en milieu scolaire, pénitentiaire, en centre social...
- Le déploiement d'activités de **streaming** (captations vidéo de spectacles) et de **création de contenus audio et vidéo** (capsules de lecture, podcasts...) diffusés sur les sites internet et réseaux sociaux
- Les **activités d'enseignement**, notamment dans le domaine de la pratique artistique
- Les **activités d'action culturelle** et les actions de sensibilisation auprès des publics, soit dans des lieux où cela reste possible (ex: milieu scolaire), soit en distanciel
- **La vente et la location de matériel**, notamment pour les entreprises de prestations techniques

Plus d'un quart des structures cherchent également à **prospector de nouveaux clients ou contrats** et à **élargir leur réseau** : certaines structures ont ainsi développé des partenariats avec les TV locales ou des sociétés de production vidéo.

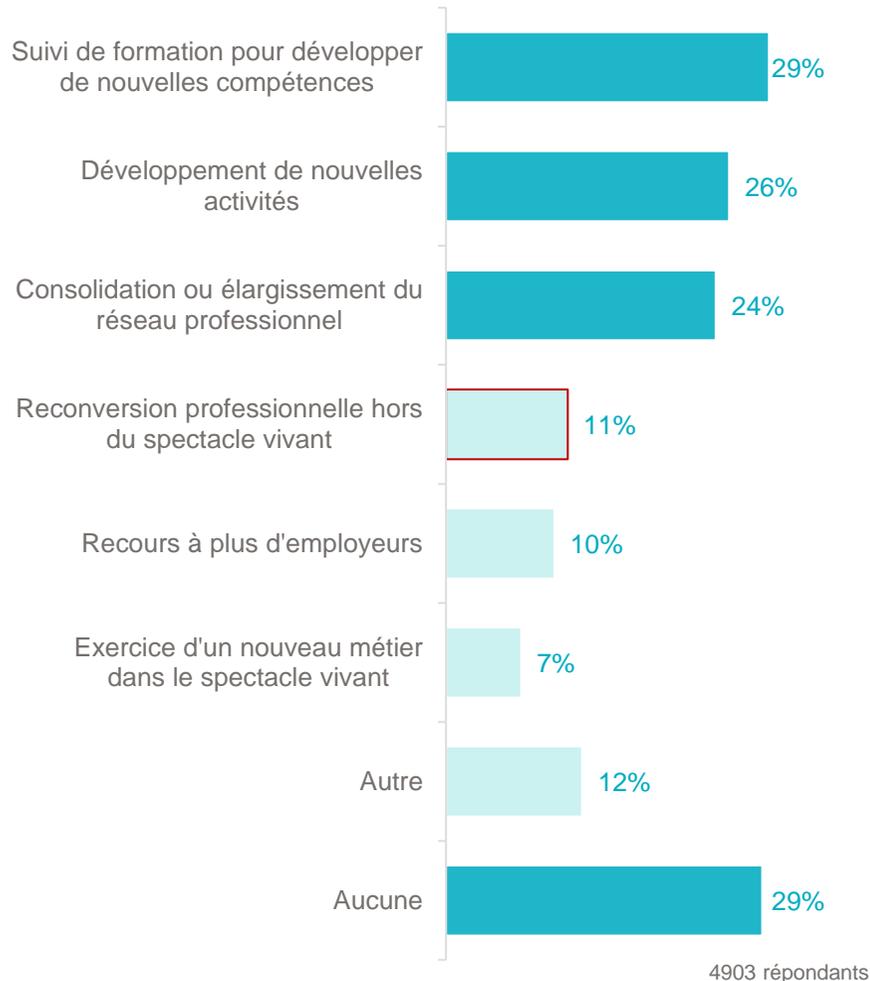
Enfin, différentes stratégies financières et commerciales sont adoptées pour pallier les difficultés de trésorerie:

- **Economies et rationalisation des coûts**, comme la baisse des charges fixes via l'abandon de locaux, la fin des contrats de sous-traitance, le report des contrats de cession, etc.
- **Diversification des sources de financement** via des appels à dons ou campagnes de crowdfunding, le développement intense du mécénat, etc.
- **Baisse des prix de vente** de spectacles

Les stratégies déployées par les professionnels pour pallier la crise

Les professionnels semblent particulièrement démunis et découragés dans ce contexte de crise : près d'un tiers d'entre eux indique ne pas avoir entrepris d'action particulière. Cependant ils sont également nombreux à suivre des formations et à développer de nouvelles activités. Ils sont également **11% à se reconverter hors du secteur**.

Quelles stratégies avez-vous déployées pour faire face à la crise? - Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Les professionnels du spectacle vivant ont déployé 3 stratégies principales :

- **Le développement de compétences** : de nombreux professionnels ont indiqué avoir « mis à profit » le temps libre généré par la baisse d'activité pour réaliser des bilans de compétences, suivre des formations professionnelles ou s'auto former.
- **Le développement de nouvelles activités** : tout comme les structures, les professionnels se sont tournés à la fois vers l'**action culturelle** et le développement de **nouvelles formes de diffusion numérique**. De nombreux professionnels ont également développé des activités hors secteur, soit dans des domaines connexes tels que l'audiovisuel (castings série TV, création chaine Youtube...), soit dans des secteurs tout autre (couture, petits boulots, services en entreprises...).
- **La consolidation ou l'élargissement du réseau professionnel** : les professionnels cherchent à développer leurs partenariats pour sécuriser de futures opportunités professionnelles et préparer l'après-crise.

L'enquête a également mis en exergue quelques tendances :

- De nombreux professionnels **ont adhéré à un syndicat** pendant la crise, afin de défendre leurs droits et se tenir informés.
- Les professionnels sont nombreux à citer l'**accompagnement psychologique** comme stratégie face à la crise.
- Certains indiquent se tourner vers du **travail non déclaré**, pour faire face à leurs problèmes financiers.

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES
3. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE FACE A LA CRISE
- 4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ**

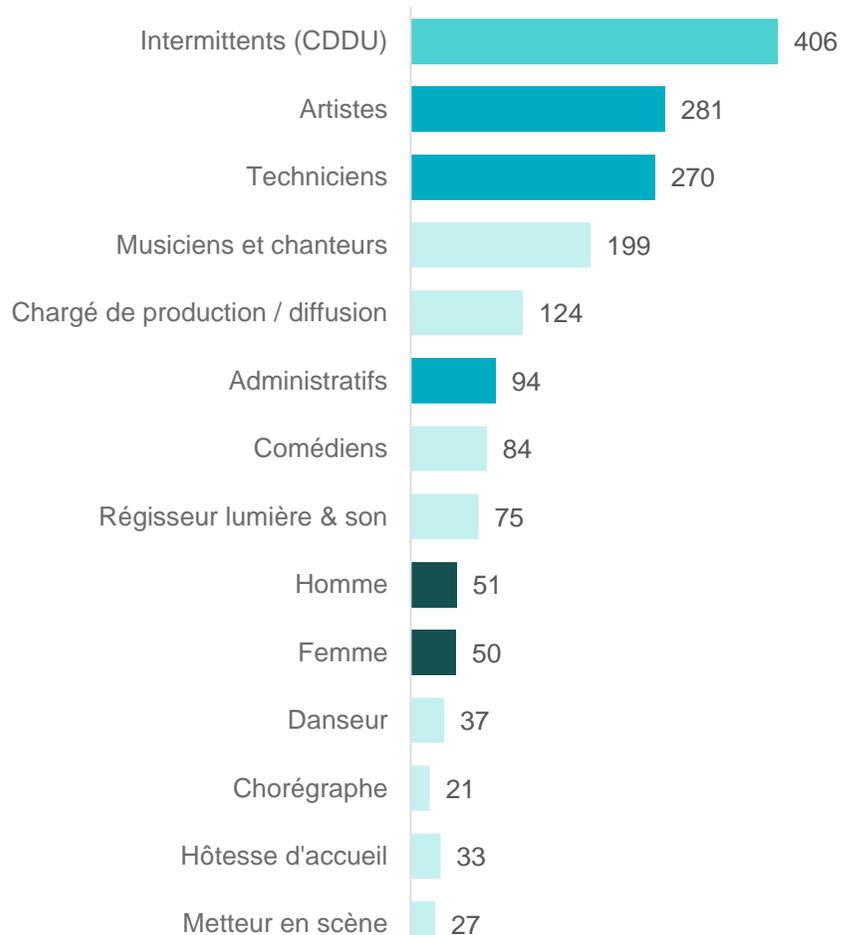


Crédits : source d'images PPT

Les profils particulièrement « fragilisés » selon les structures

L'ensemble des professionnels du secteur du spectacle vivant est impacté par la crise sanitaire. Les structures distinguent principalement les artistes et techniciens intermittents, et les chargés de production et de diffusion comme particulièrement en souffrance.

Principaux profils en souffrance et en risque cités par les structures du secteur - 891 répondants



Note de lecture : sur 891 réponses, le terme « intermittents » a été cité 406 fois

Les **trois familles de métiers du secteur** (artistiques, techniques et administratifs) sont citées par les structures comme fragilisées et en souffrance, témoignant des difficultés de l'ensemble des professionnels du spectacle vivant, sans distinction. Les artistes et les techniciens sont néanmoins davantage cités que le personnel administratif.

Les formes d'emploi (CDI, CDD, CDDU) influent fortement sur leur niveau de fragilité et les **saliés intermittents en CDDU** sont particulièrement exposés. Nombre d'entre eux sont actuellement en recherche d'emploi et sans engagement prévu en 2021.

Les hommes et les femmes ont été cités de manière égale parmi les profils en risque.

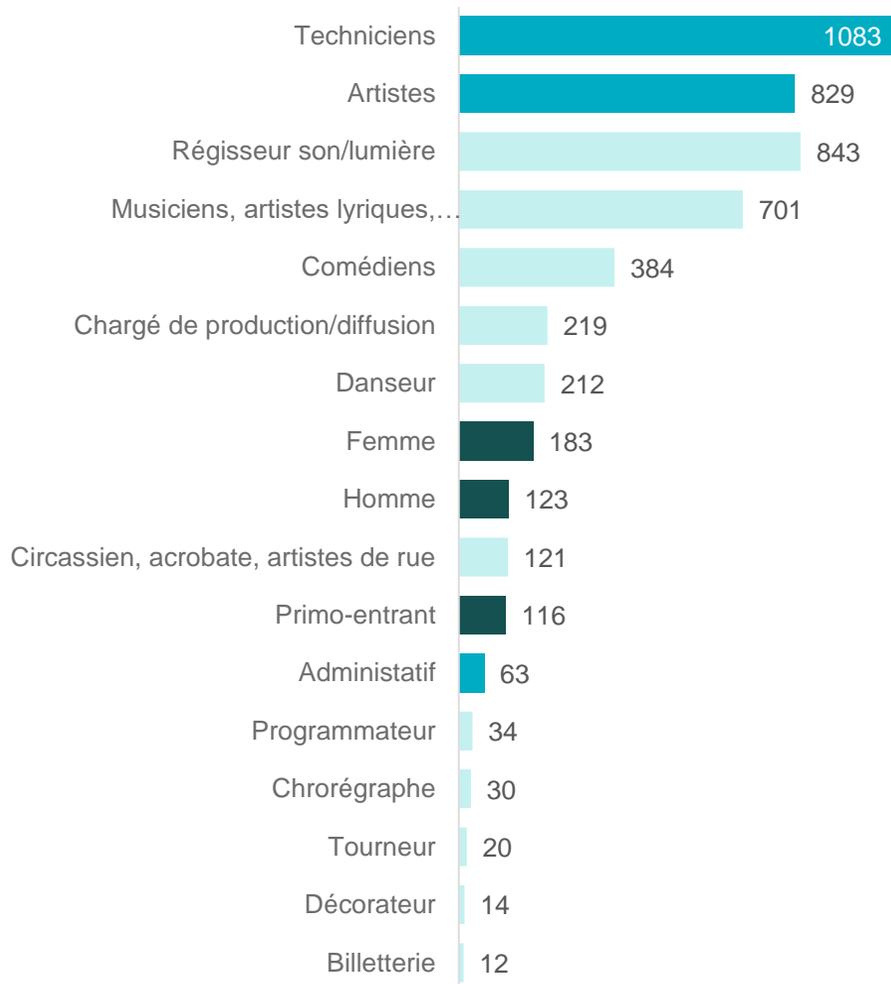
De nombreux métiers ont été identifiés comme fragilisés

- **Métiers artistiques** : tous les artistes sans exception sont touchés par la crise sanitaire. Les **musiciens et chanteurs**, fortement dépendants des activités associatives et des festivals, ont été particulièrement cités, ainsi que les **comédiens** et les **danseurs**. Les **chorégraphes** et **metteurs en scène** ont aussi été identifiés.
- **Métiers techniques** : les techniciens de la lumière et du son ont été particulièrement cités par les répondants.
- **Métiers administratifs** : les **chargés de production et de diffusion** ont été largement cités. Le personnel d'accueil a aussi été identifié.

Les profils particulièrement « fragilisés » selon les professionnels

De manière similaire aux structures, les professionnels identifient comme fragilisés de nombreux métiers techniques et artistiques, ainsi que les primo entrants, qui ne cochent aucune case pour bénéficier des aides et dont l'insertion dans la vie professionnelle s'annonce particulièrement ardue.

Principaux profils en souffrance et en risque cités par les professionnels du secteur – 3594 répondants



Tout comme les structures, les professionnels ont identifié les **trois familles de métiers du secteur** comme fragilisées. Cependant, les techniciens et les artistes ont été largement plus cités que les métiers administratifs.

Les **primo entrants** ont été identifiés comme profils principalement « fragilisés ». Les répondants soulignent la situation difficile dans laquelle se trouvent ces professionnels, qui ne bénéficient d'aucun dispositif de soutien financier.

Par ailleurs, les **femmes** ont été davantage identifiées par les professionnels interrogés comme profils en risque.

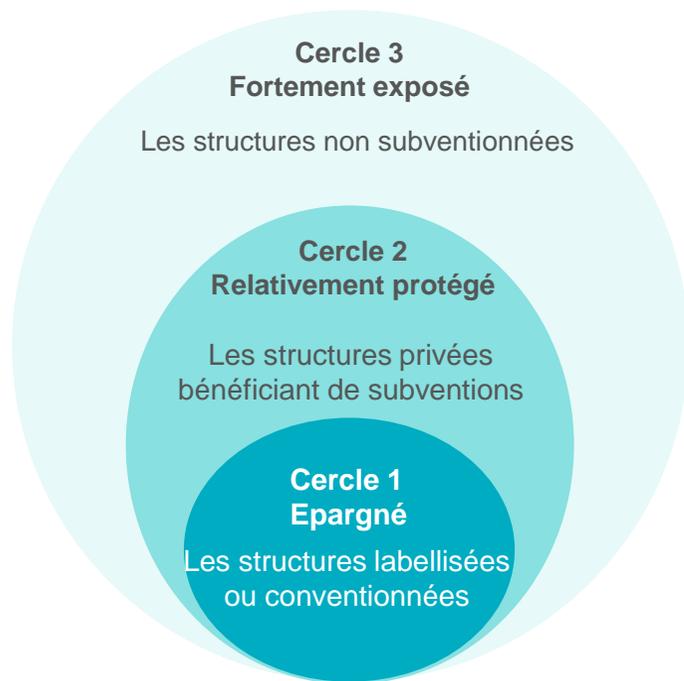
Un grand nombre de **métiers artistiques** est identifié : les musiciens, artistes lyrique et instrumentistes, les comédiens, les danseurs et chorégraphes, les circassiens, les acrobates et les artistes de rue. Ces professionnels font face à une impossibilité de présenter leur, voire de continuer à le pratiquer faute d'espace de travail.

Parmi les **métiers techniques**, les régisseurs son et lumière sont là encore largement cités. D'autres métiers sont également identifiés, comme les décorateurs.

Enfin, parmi les **métiers administratifs**, on retrouve les chargés de production et de diffusion, ainsi que les tourneurs, les programmeurs ou encore les responsables de billetterie.

Identification des différents niveaux de fragilité

Un certain nombre de facteurs conditionnent le niveau de fragilité des structures et des professionnels.



On constate des niveaux de fragilité différenciés entre :

- **Les structures labellisées par les pouvoirs publics**, qui conservent une partie de leurs financements et qui emploient davantage de salariés permanents pouvant être placés en activité partielle **et les structures privées** sans financements publics ou faiblement bénéficiaires.
L'avis des professionnels interrogés diverge quant à l'influence de la taille de la structure sur l'exposition aux risques. D'une manière générale (hors structures labellisées ou conventionnées) c'est plutôt le modèle économique qui importe : plus les sources de financement sont diversifiées, plus la structure apparaît résiliente face à cette crise.
- **Les structures et les professionnels** : la majeure partie des aides de l'État sont à destination des structures, à l'exception du dispositif année blanche du gouvernement qui consiste en une allocation chômage prolongée.
- **Les salariés permanents**, bénéficiant d'un statut plus protecteur (CDD, CDI) et pouvant bénéficier de l'activité partielle, et les **intermittents du spectacle**, qui n'ont pas tous pu bénéficier du dispositif année blanche.
- Acteurs à **mono-activité** et/ou **mono-employeur** et la **pluriactivité éventuellement avec plusieurs employeurs** : la mono-activité et/ou le caractère mono-employeur tendent à exposer plus fortement aux risques.

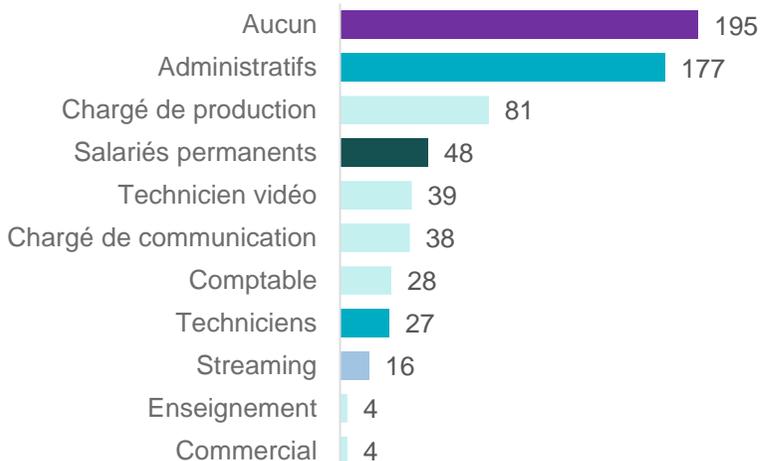
Ces axes de fragilité se combinent et laissent entrevoir des profils particulièrement impactés :

- Les salariés **intermittents** : accès limité à l'activité partielle, difficultés à recharger les droits sociaux, pas d'accès au FNE Formation jusqu'en décembre 2020, etc.
- Les **entrants (sans ou avec peu d'expérience – en particulier les jeunes)** : diminution des offres d'emploi, difficulté d'accès à un premier emploi et potentiel abandon d'une carrière naissante.
- Les **artistes interprètes et les auteurs-compositeurs** : pertes de rémunérations du fait de la baisse d'activité (revenus salariaux, droits d'auteurs, droits voisins).
- Les **travailleurs non salariés** (gérants, dirigeants de sociétés, indépendants, micro-entrepreneurs) : forte précarisation des professionnels qui n'exercent pas sous statut de salariés et qui ne sont pas bénéficiaires de certaines mesures d'aides, avec un risque majeur d'endettement, de faillite

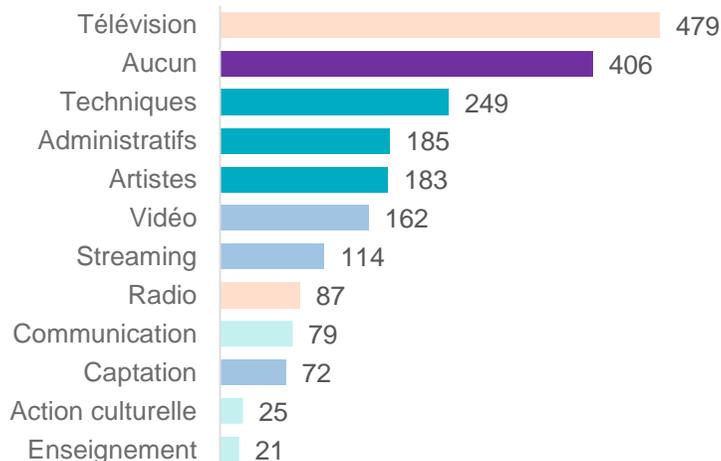
Les profils ou activités qui se maintiennent ou se diversifient

Certaines activités ont pu être maintenues pendant la crise, notamment les fonctions administratives qui se sont profondément modifiées. Certains professionnels techniques se sont également tournés vers d'autres secteurs.

Structures : 718 répondants



Professionnels : 3120 répondants



De nombreux professionnels n'ont identifié aucun profil « préservé ».

Certaines **fonctions administratives** sont maintenues pour :

- La **gestion administrative et financière de la crise**, dont la recherche d'aides et la participation à des groupes de travail nationaux pour les postes de direction/administration.
- La **gestion concrète des annulations** (remboursements, annulation de réservations, gestion des problématiques de billetterie...) pour les postes de commercialisation et billetterie.
- La **conception d'outils et de contenus** permettant de maintenir le lien avec les publics et réseaux pour les postes de communication.
- L'**action culturelle** dans les établissements restés ouverts (écoles...).

Les missions administratives **se sont surtout profondément modifiées** :

- Le temps de travail est principalement consacré à de la **veille** et de **l'analyse de contenu juridique**, et à la mise en place et le suivi de l'activité partielle et des aides.
- Les missions liées au **suivi budgétaire** pour anticiper et analyser les effets de la crise ont tendance à prendre une place grandissante.

Les **profils techniques** car certains ont pu exercer dans d'autres secteurs. Les techniciens vidéo ont vu leurs activités maintenues.

Les activités d'**enseignement professionnel** ont aussi été maintenues, contrairement aux activités d'enseignement de loisirs.

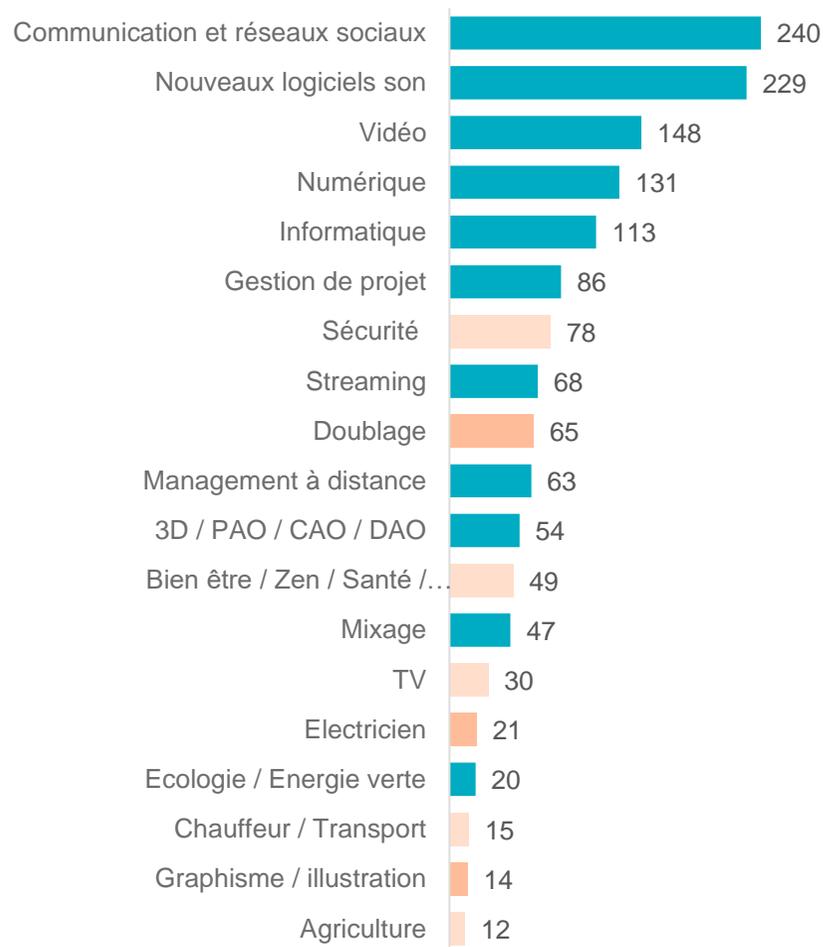
Les activités liées aux **enregistrements audio** (ex: contes) et **vidéo** (captations et réalisations) et aux techniques de **diffusion en streaming** se sont maintenues, voire développées

Les professionnels ont mentionné les **secteurs « refuge »**, notamment la télévision et la radio.

Les besoins en formation exprimés par les structures et les professionnels du secteur

On constate auprès des acteurs une prise en compte accrue des thématiques « transition numérique » et « écologique », ainsi que des compétences autour des nouveaux mode de diffusion et de communication. 16% des structures ont notamment eu recours au FNE-Formation pour développer ces nouvelles compétences et 24% comptent y avoir recours.

Les besoins en formation selon les professionnels - 5585 répondants



Les besoins en formation selon les structures

- 1 - Les langues étrangères (surtout l'anglais)
- 2 - La communication et les relations aux publics
- 3 - La vidéo et le live streaming
- 4 - Le marketing digital
- 5 - La maîtrise des réseaux sociaux (liée au live streaming)
- 6 - La gestion RH / gestion de paie / Droit du travail
- 7 - La gestion de crise et le management en temps de crise
- 8 - Les formations liées à l'accueil et à la sécurité / SST
- 9 - La maîtrise de logiciels DAO / PAO / UX Design
- 10 - La médiation culturelle
- 11 - La RSE

Les professionnels ont souligné :

- L'importance de la capacité à **promouvoir les spectacles à moindres frais, via les réseaux sociaux** notamment, et de développer les compétences en communication et marketing correspondantes.
- Les compétences liées aux **nouveaux modes de diffusion** à distance : vidéo, live streaming. Si certains professionnels se tournent vers ces nouvelles techniques, ils sont nombreux à ne pas considérer ces modes de diffusion comme du spectacle vivant.
- Les **modalités de rémunérations** de ces captations et livestreams sont d'ailleurs à déterminer, tant pour les artistes (auteurs compositeurs et interprètes) que pour les producteurs et diffuseurs.
- Les compétences en **management à distance et en temps de crise** sont également plébiscitées.

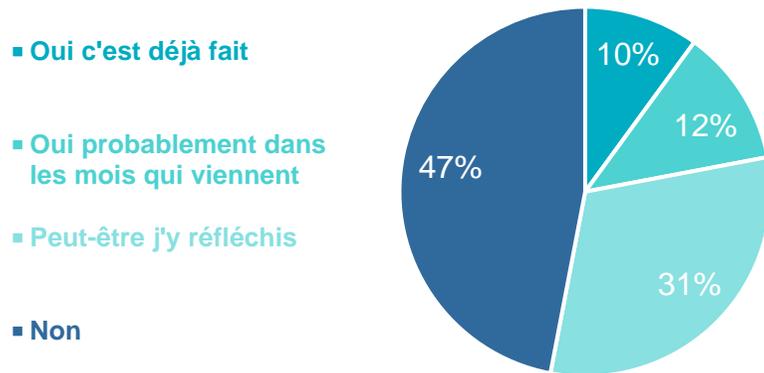
Des compétences en lien avec d'autres métiers et secteurs, plus ou moins proches du spectacle vivant, ont été identifiés par les professionnels, comme le **doublage** ou encore le **graphisme**, mettant en exergue les velléités de reconversion professionnelle des acteurs du secteur.

Les transitions professionnelles envisagées

Face à la baisse drastique d'activité dans le secteur, une part non négligeable de professionnels envisage une transition professionnelle. Un accompagnement humain et financier de ces transitions doit être pensé et mis en œuvre.

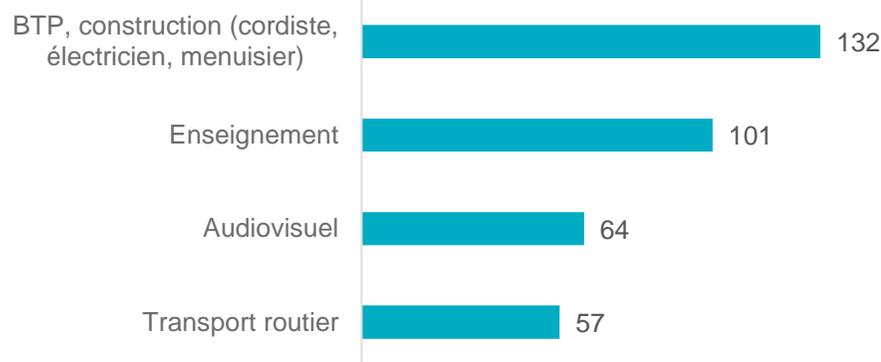
Pour faire face à la crise envisagez-vous de chercher du travail hors du spectacle vivant ?

Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas –
4862 répondants



Dans quel secteur comptez-vous chercher ?

Questionnaire KYU/CPNEF-SV/Afdas – 1400
répondants



De nombreux professionnels **se tournent vers d'autres secteurs pour trouver de l'emploi** :

- **10%** des professionnels interrogés cherchent déjà en dehors du secteur, **12%** envisagent de le faire et **31%** y réfléchissent
- La majorité (72%) envisage cette recherche hors secteur comme une **solution d'attente** mais 28% la considèrent comme une véritable **transition professionnelle**.
- Ces tendances sont confirmées par l'incertitude des structures employeuses : **24%** ne sont pas certaines de pouvoir continuer à poursuivre leur activité quand 4% ont prévu de la suspendre et 2% de l'arrêter.

Ces transitions professionnelles s'envisagent dans des secteurs connexes comme l'enseignement, ou l'audiovisuel ou dans des secteurs divers comme le BTP, la construction ou le transport routier.

Des questions se posent autour du **financement de ces transitions** professionnelles. L'enjeu est double : il s'agit d'une part de couvrir les coûts pédagogiques, mais également le coût de la vie pendant le temps de formation et celui de l'insertion professionnelle.

La construction d'un projet professionnel réaliste nécessite également **un accompagnement de ces réorientations professionnelles**.



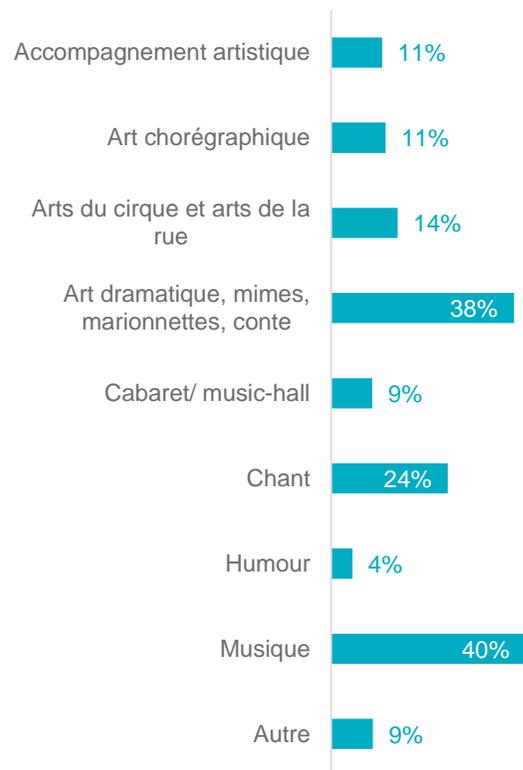
Annexes



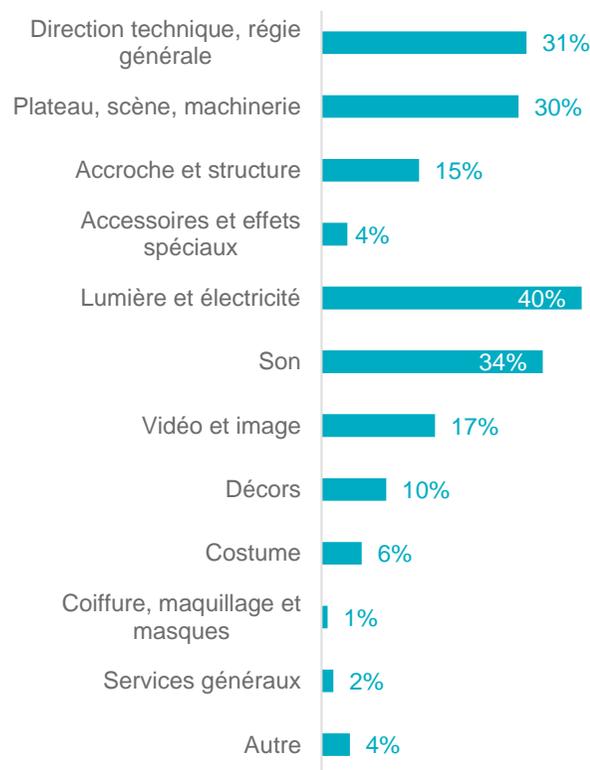
Précisions sur le profil des répondants à l'enquête professionnels

Répartition des répondants selon leur domaine d'activité – Réponses multiples possibles Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

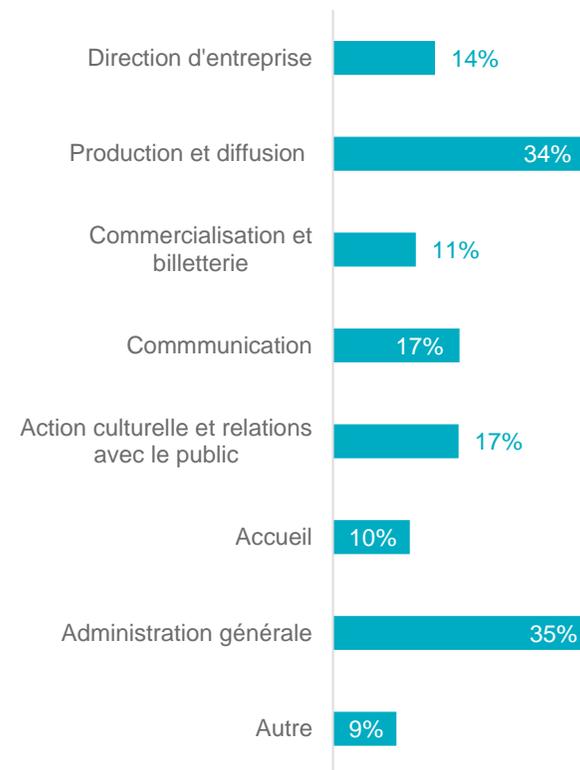
Métiers artistiques



Métiers techniques



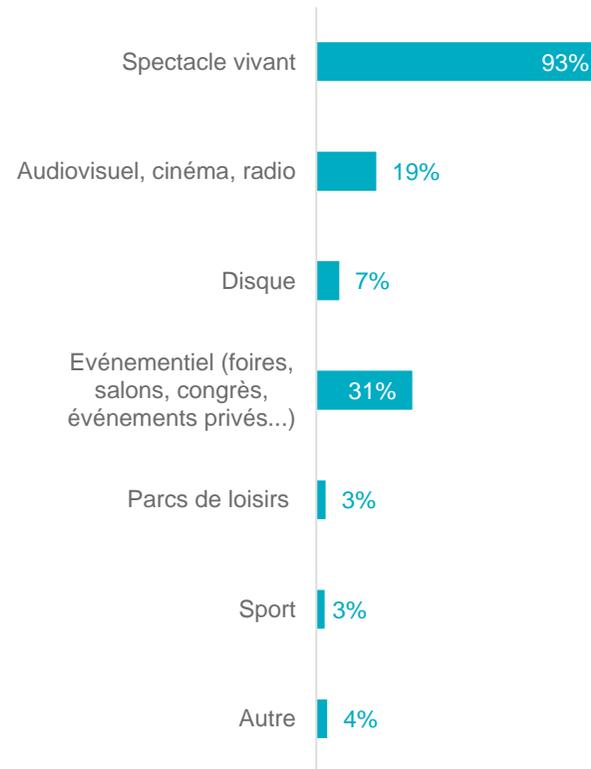
Métiers administratifs



Précisions sur le profil des répondants à l'enquête professionnels

Répartition des répondants selon le secteur dans lequel ils exercent – Réponses multiples possibles

Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

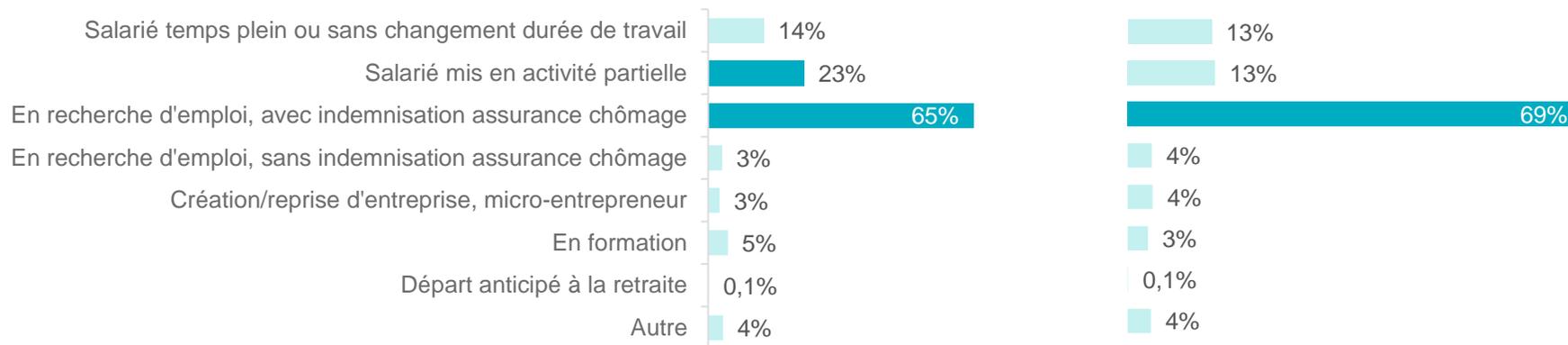


Questions supplémentaires – Enquête professionnels

Principalement, quelle a été votre situation professionnelle? - Questionnaire professionnels
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 5497 répondants

En 2020

Actuellement



Pouvez-vous nous indiquer le nombre de jours où vous avez été en activité partielle (depuis le début de la crise jusqu'à aujourd'hui) ? - Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

En moyenne, les professionnels ont été placés **60 jours** en activité partielle depuis le début de la crise jusqu'à aujourd'hui



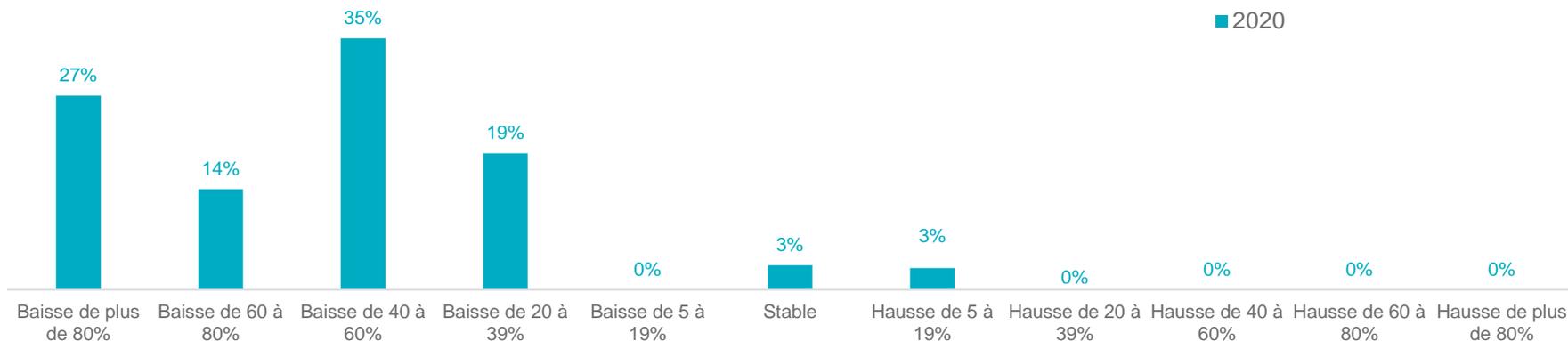
Focus par type de structure



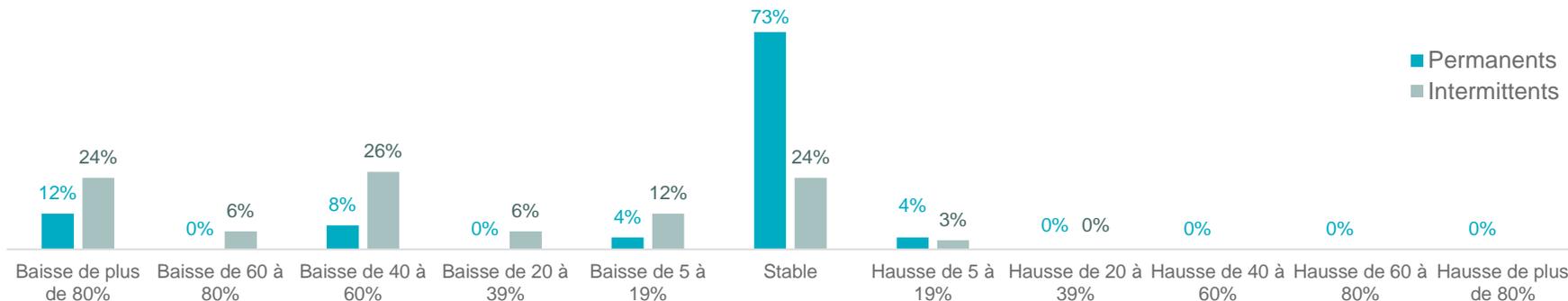
Les impacts sur les bureaux de production

27% des bureaux de production ont subi plus de 80% de baisse de recettes en 2020 et 76% plus de 40% de baisse. Ils sont 73% à avoir conservé le même effectif permanent mais 74% à avoir connu une baisse de leurs effectifs intermittents.

Evolution des recettes des bureaux de production par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 37 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des bureaux de production par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 26 et 34 répondants



Les impacts sur les entreprises de prestations techniques

Plus d'un tiers des prestataires techniques ont subi plus de 80% de baisse de recettes en 2020 et 92% plus de 40% de baisse. 86% d'entre eux ont également connu une baisse de leurs effectifs intermittents.

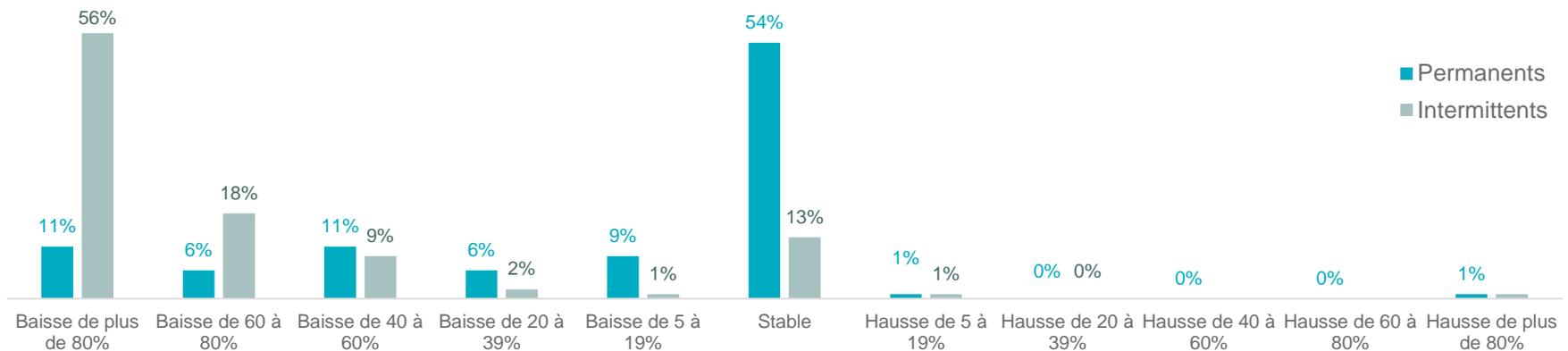
Evolution des recettes des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 149 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019 – Questionnaire structures

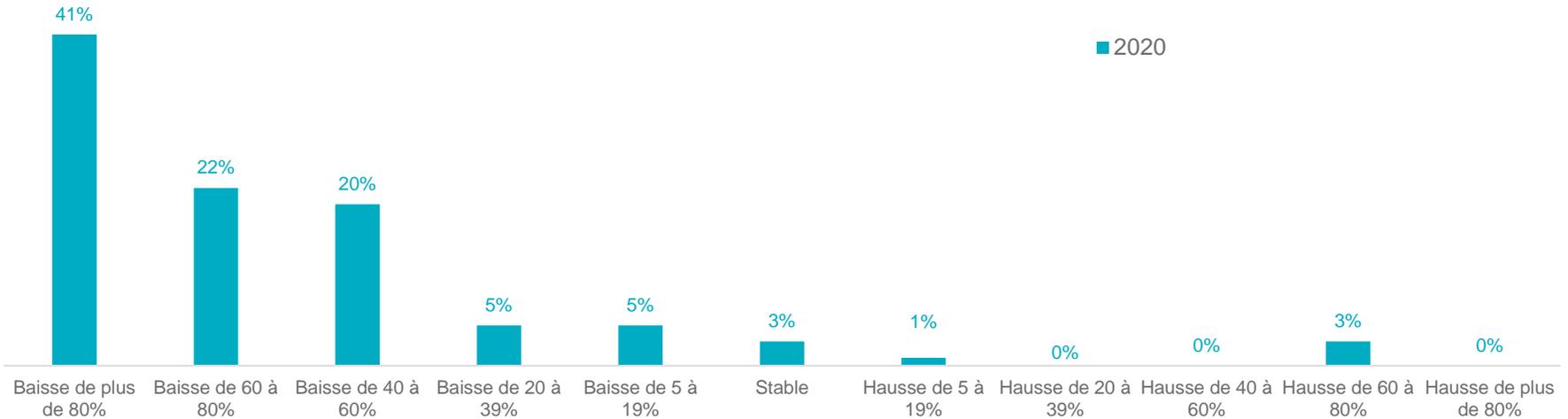
KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 141 et 142 répondants



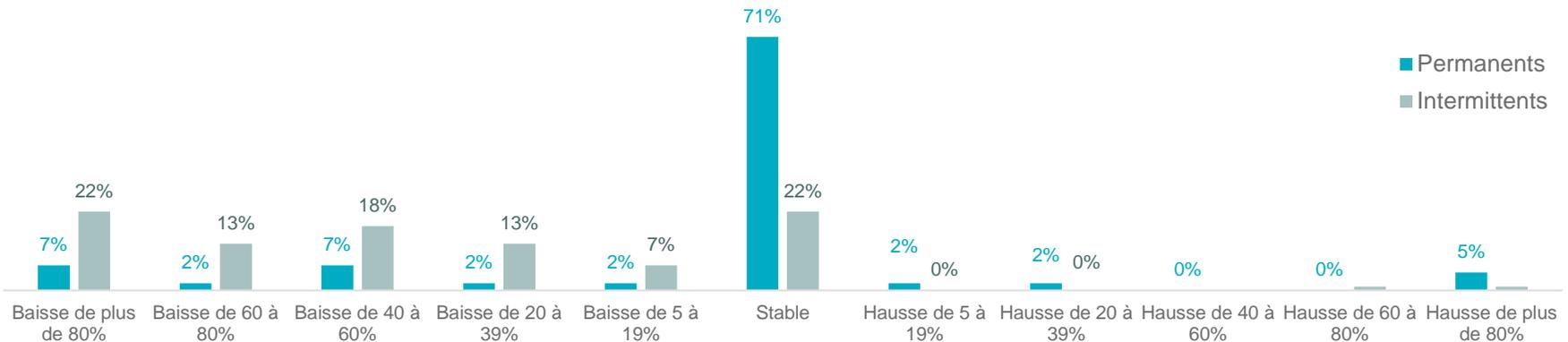
Les impacts sur les producteurs

Les producteurs sont 41% à avoir subi plus de 80% de baisse de leurs recettes et 83% une baisse de plus de 40%. La vaste majorité a conservé ses effectifs permanents mais 22% seulement ont conservé leurs effectifs intermittents.

Evolution des recettes des producteurs par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 74 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des producteurs par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 55 et 67 répondants

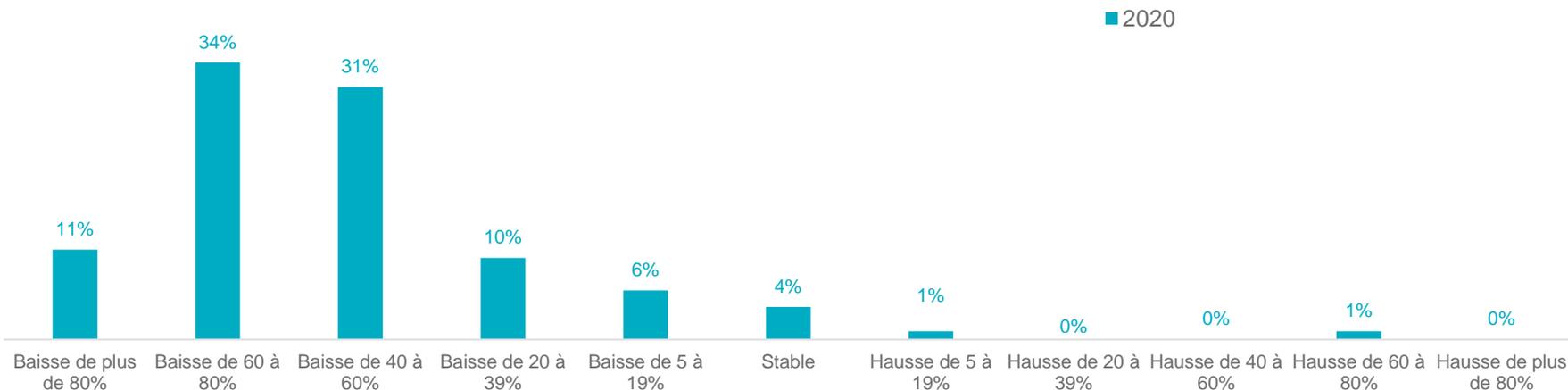


Les impacts sur les établissements labellisés ou conventionnés

Les établissements labellisés ou conventionnés sont une minorité (11%) à avoir subi une baisse de recettes de plus de 80%. Cependant les 3/4 d'entre eux ont tout de même rencontré une baisse de recettes de plus de 40%.

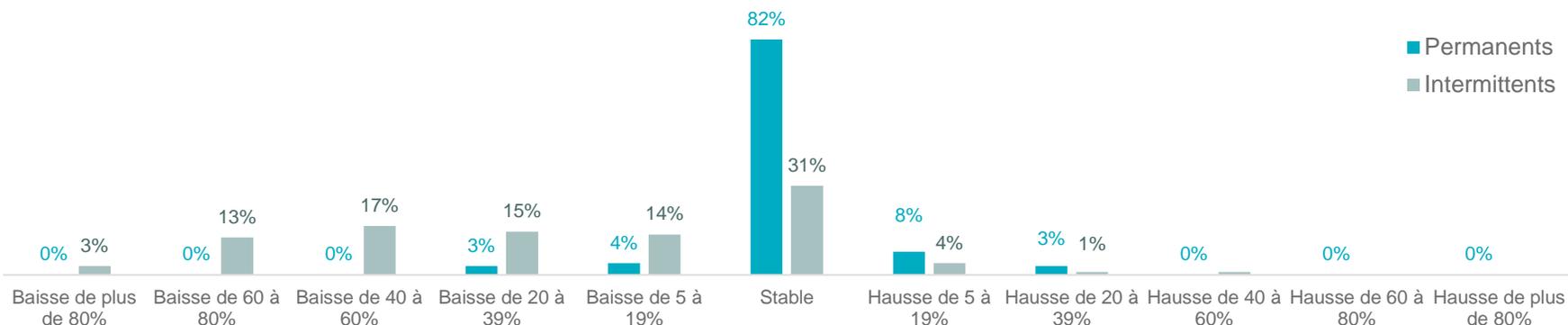
Evolution des recettes des établissements labellisés ou conventionnés par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 70 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des établissements labellisés ou conventionnés par rapport à 2019 – Questionnaire

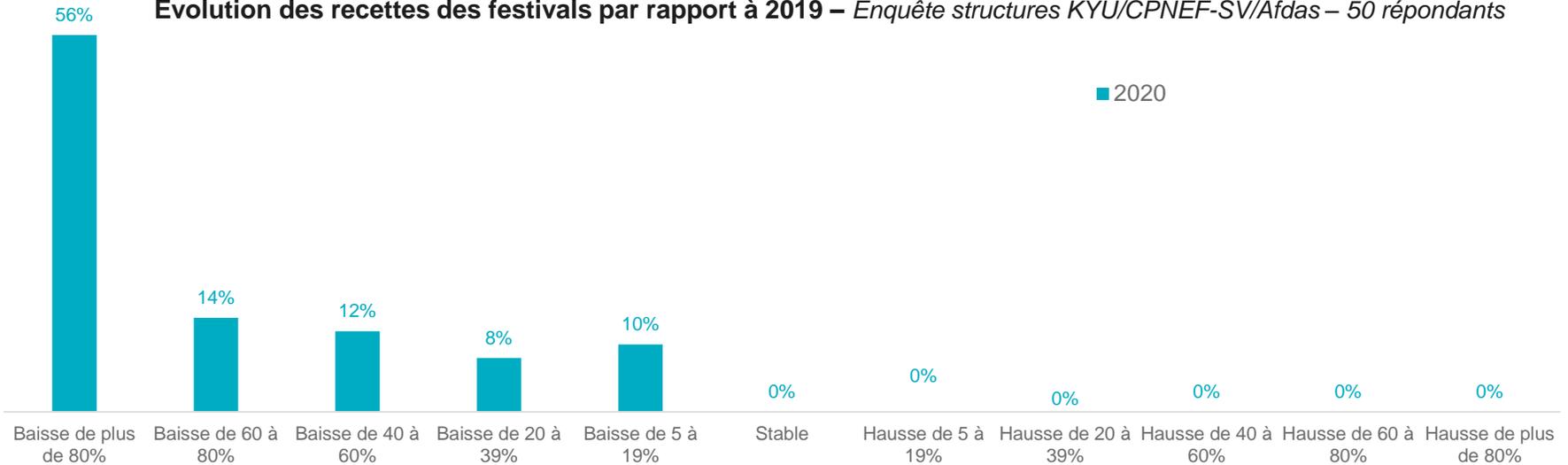
structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 71 et 72 répondants



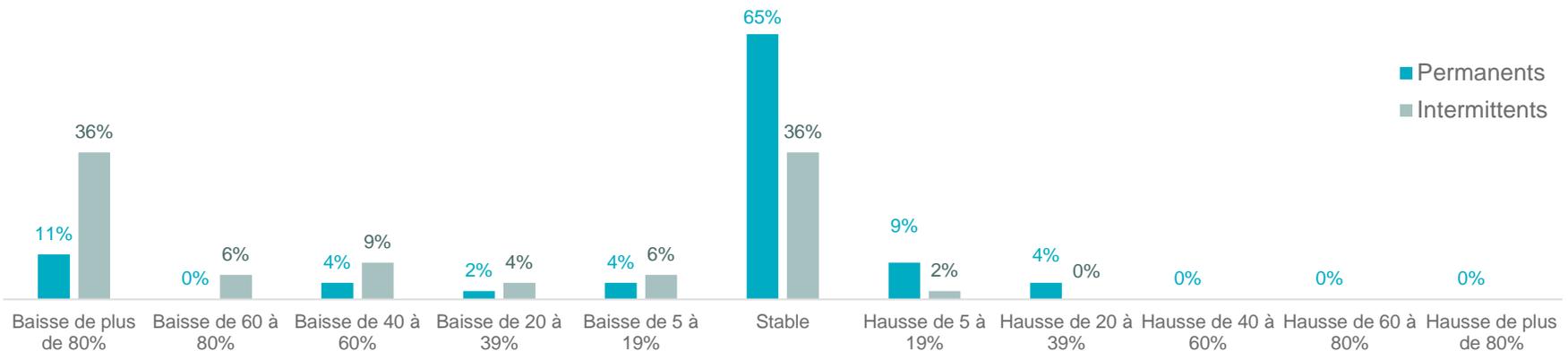
Les impacts sur les festivals

La moitié des festivals ont perdu plus de 80% de leurs recettes. Ils sont 61% à avoir subi des baisses de leurs effectifs intermittents mais 65% à avoir conservé leurs effectifs permanents.

Evolution des recettes des festivals par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 50 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des festivals par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 46 et 47 répondants





Focus par domaine artistique

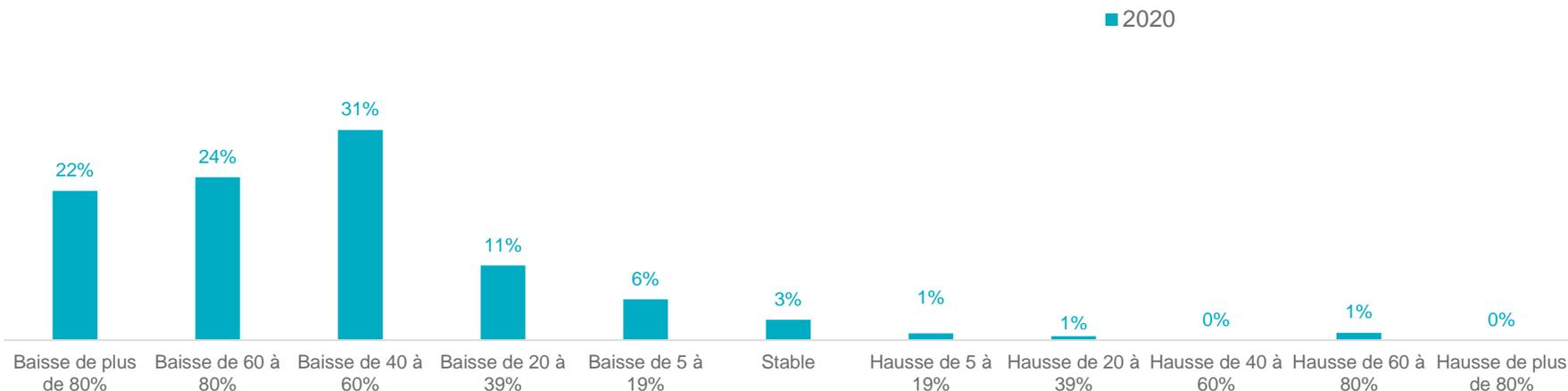


Les impacts sur l'art chorégraphique

Les structures du domaine de l'art chorégraphique sont 46% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60%. Leurs effectifs permanents ont été plutôt bien maintenus en comparaison d'autres domaines artistiques.

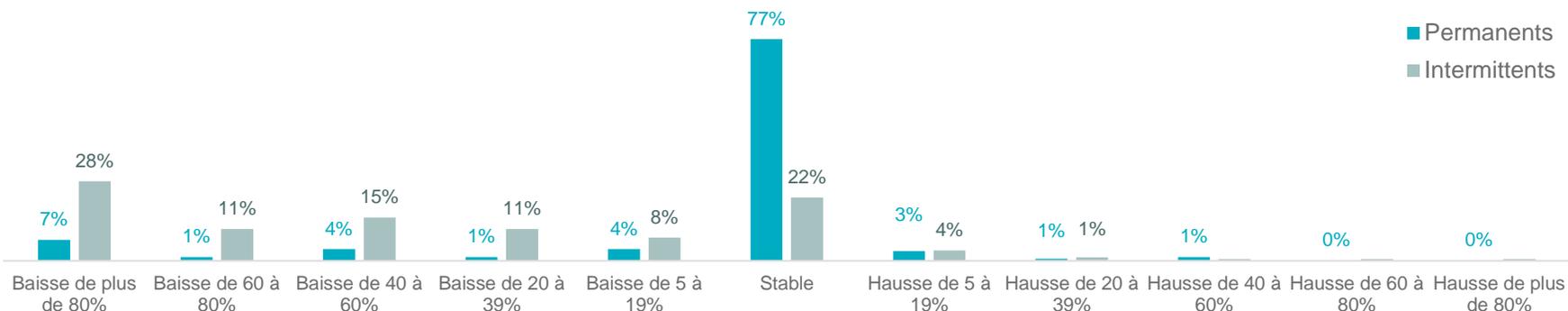
Evolution des recettes des structures du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 180 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 153 et 170 répondants

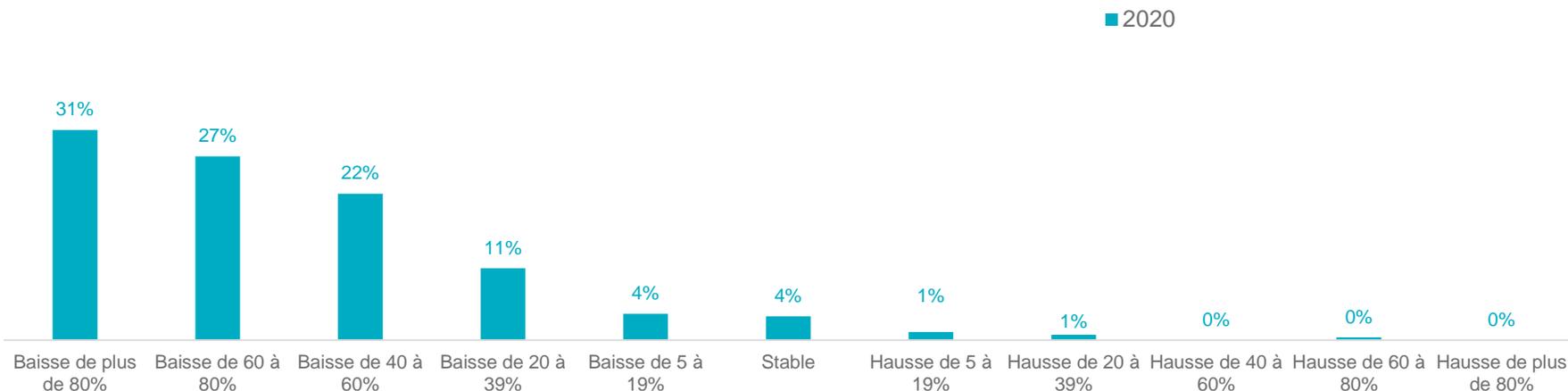


Les impacts sur les arts du cirque et arts de la rue

Les structures du domaine des arts du cirque sont 58% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60% et 71% à avoir subi une baisse de leurs effectifs intermittents.

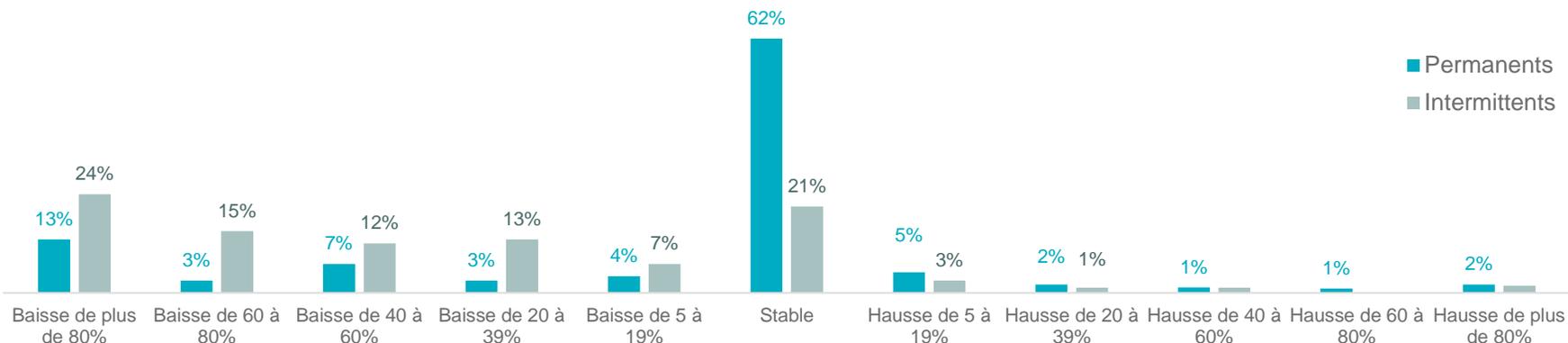
Evolution des recettes des structures du domaine des arts du cirque et arts de la rue par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 255 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine des arts du cirque et arts de la rue par rapport à 2019 –

Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 196 et 242 répondants

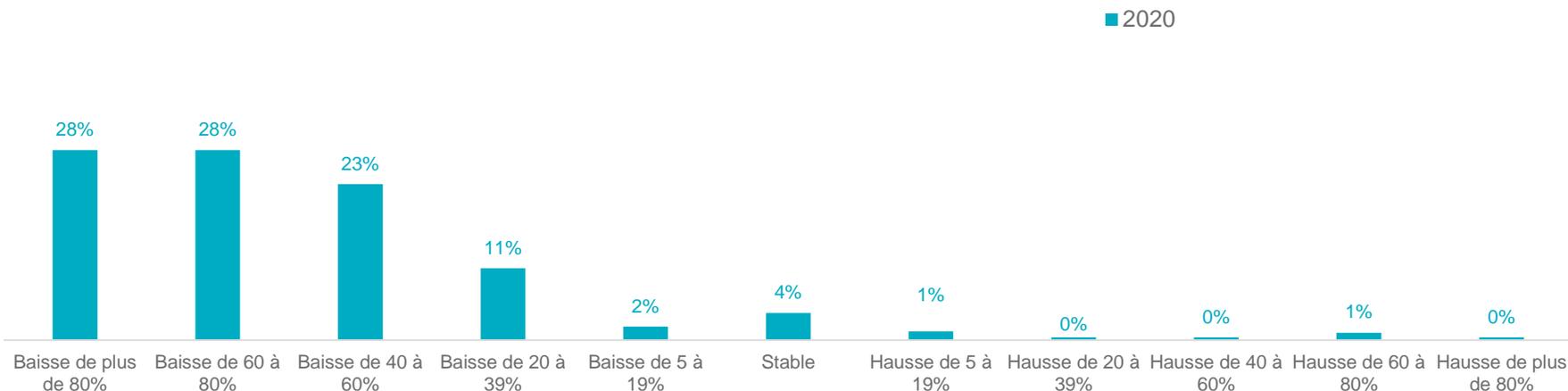


Les impacts sur l'art dramatique, le mime, la marionnette, le conte et l'humour

Les structures du domaine des arts dramatiques sont 56% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60% et 72% à avoir subi une baisse de leurs effectifs intermittents.

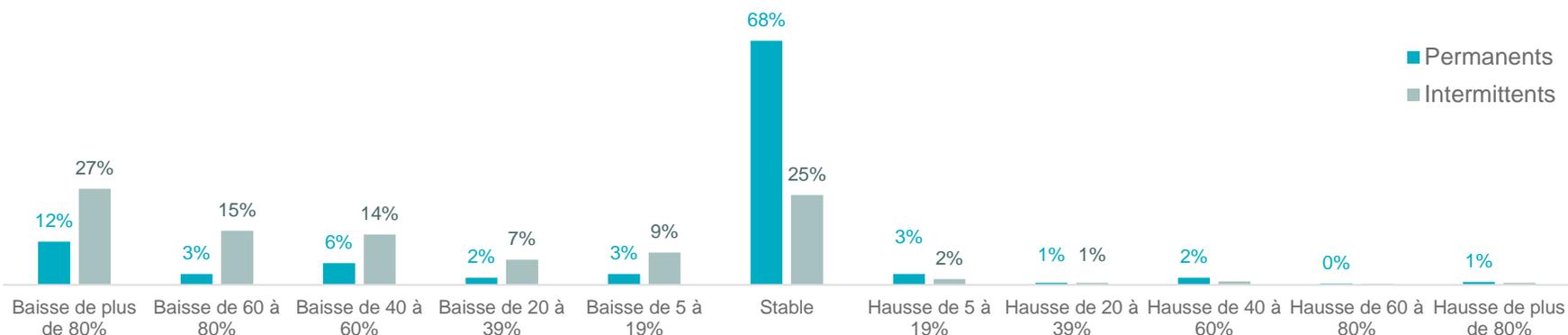
Evolution des recettes des structures du domaine des arts dramatiques par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 464 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine des arts dramatiques par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 379 et 435 répondants

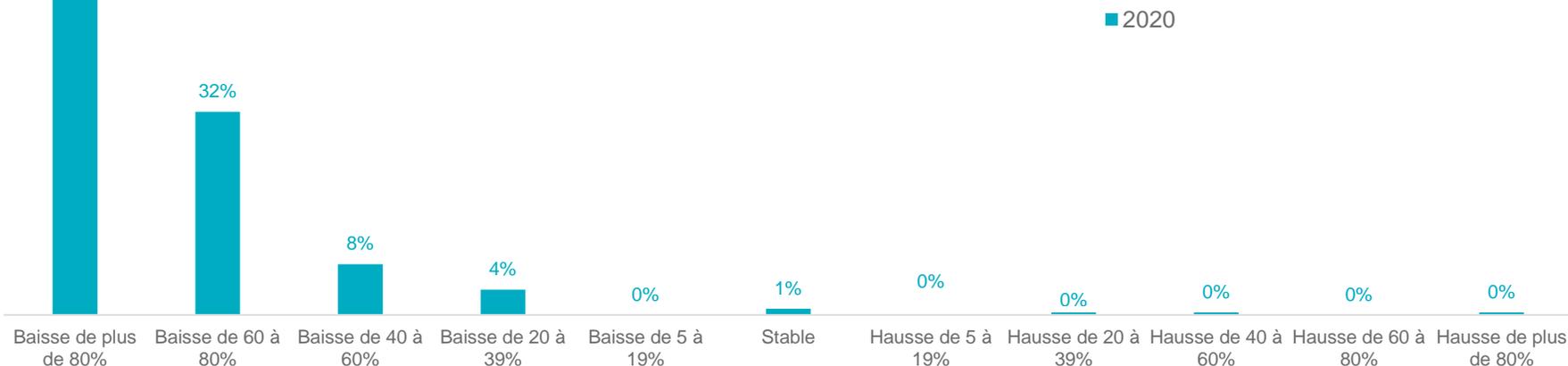


Les impacts sur les cabarets et music-halls

Les cabarets et music-halls ont été fortement impactés: 54% ont subi des baisses de recettes de plus de 80% et 86% des baisses de plus de 60%. Leur baisse d'effectifs intermittents est similaire aux autres domaines artistiques, en revanche ils ont rencontré une baisses de leurs effectifs permanents légèrement plus importante.

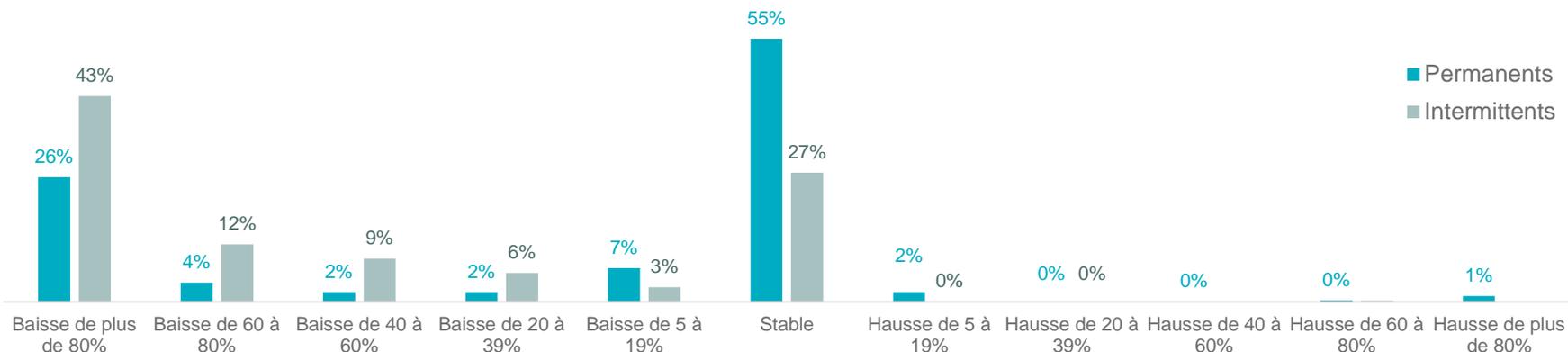
Evolution des recettes des cabarets et music-halls par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 96 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des cabarets et music-halls par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 82 et 90 répondants

entre 82 et 90 répondants

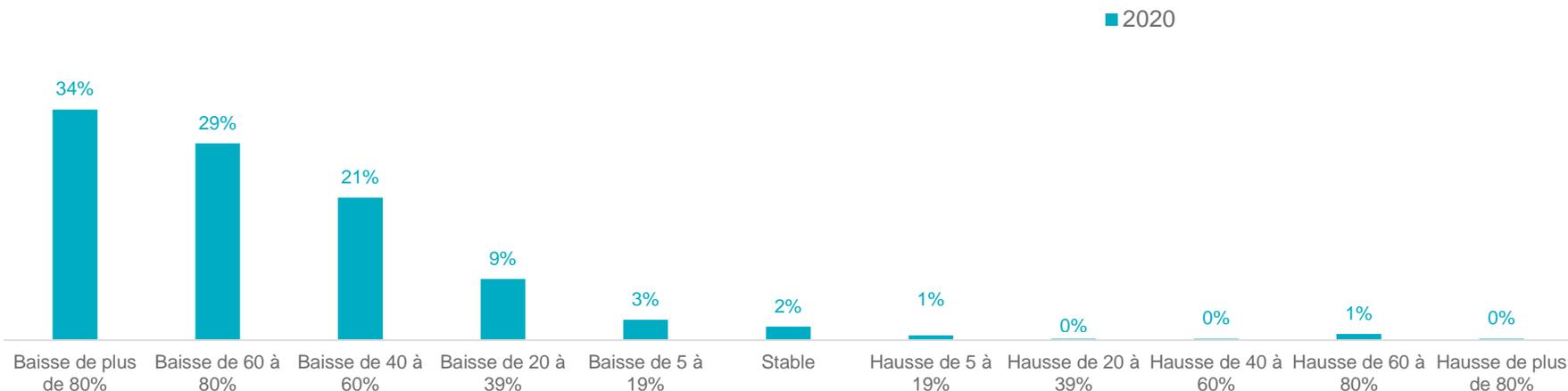


Les impacts sur la musique et le chant

Les structures du domaine de la musique et du chant sont 63% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60% et 76% à avoir subi une baisse de leurs effectifs intermittents.

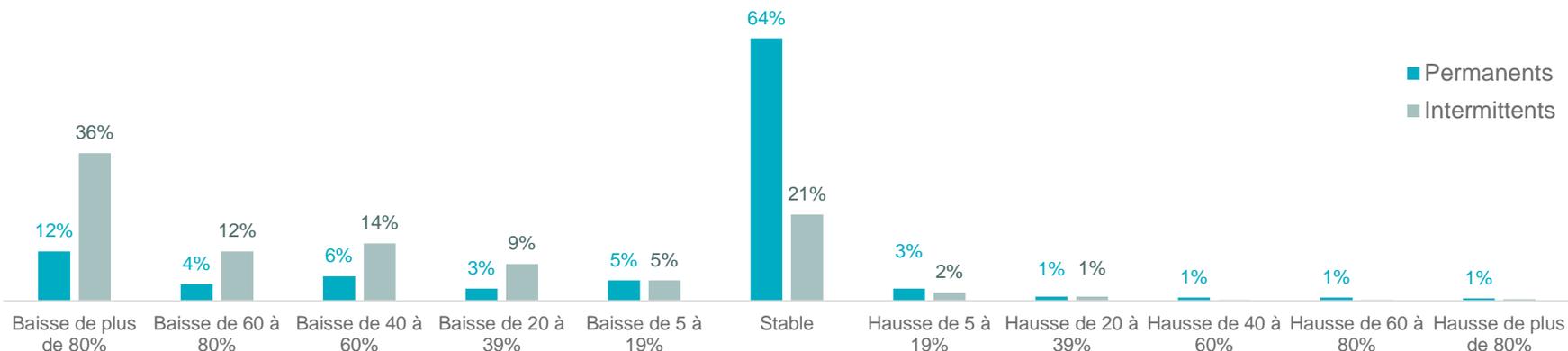
Evolution des recettes des structures du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 577 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 497 et 545 répondants





Focus par typologie de métier

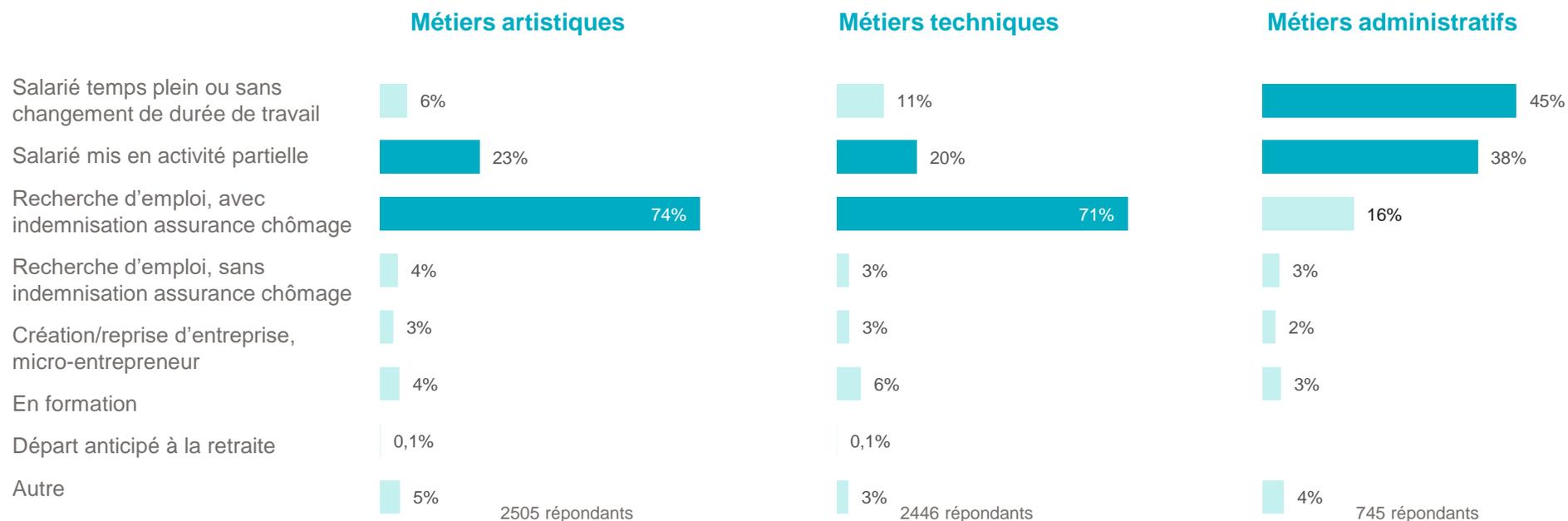


La situation des professionnels selon leur métier

La majorité des professionnels des métiers artistiques et techniques étaient en recherche d'emploi en 2020. Les métiers administratifs ont majoritairement conservé leur emploi sans changement de durée de travail ou en étant placé en activité partielle

Principalement, quelle a été votre situation professionnelle en 2020 ? – Plusieurs réponses possibles

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

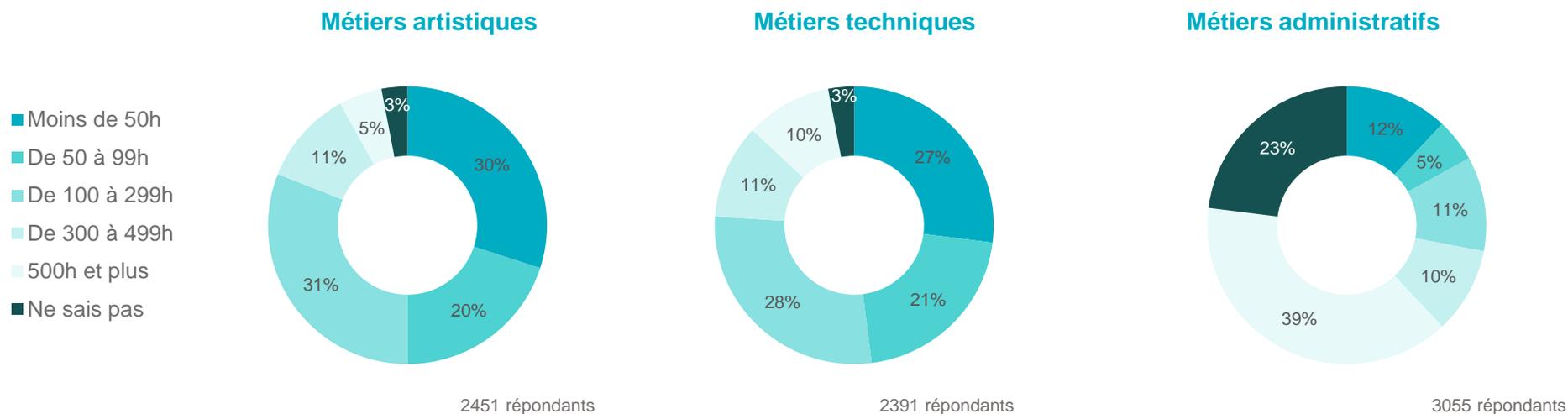


Le nombre d'heures travaillées selon le métier exercé

La moitié des artistes et 48% des techniciens ont travaillé moins de 100 heures depuis le 1^{er} mars 2020, contre 17% du personnel administratif.

Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas





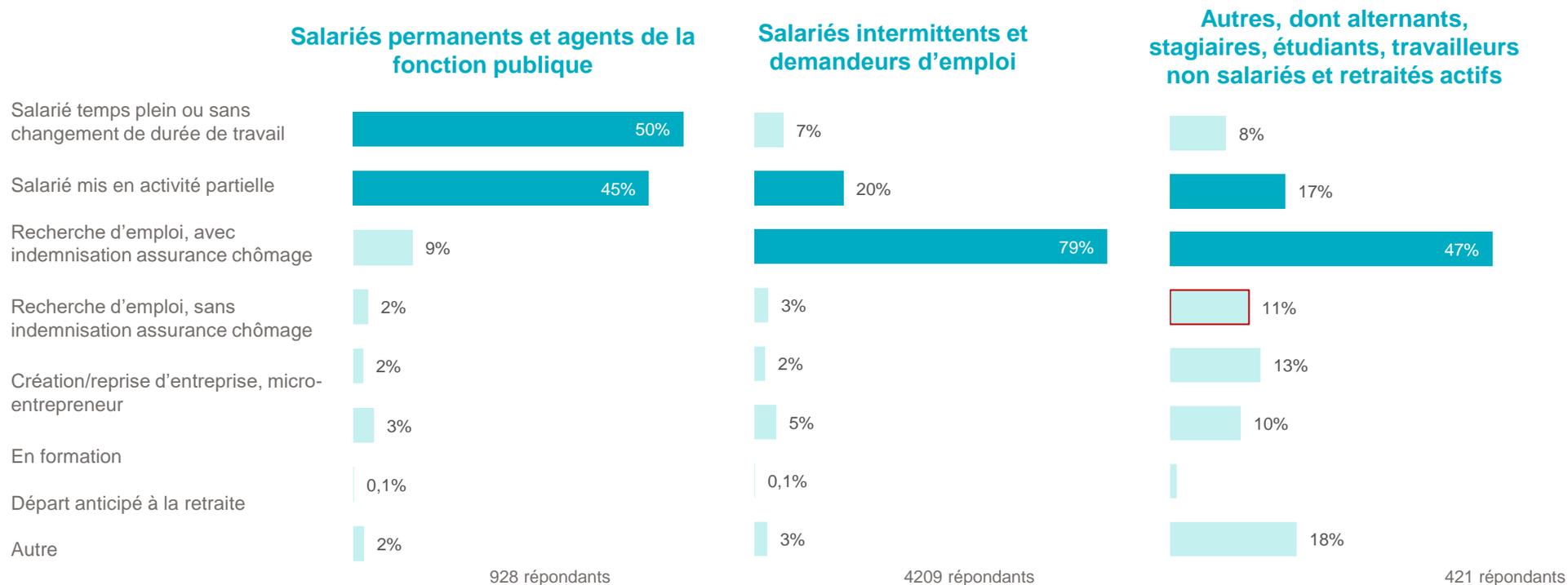
Focus par statut



La situation des professionnels selon leur statut

Les salariés permanents sont 45% à avoir été placés en activité partielle, contre 20% des salariés intermittents.

Principalement, quelle a été votre situation professionnelle en 2020 ? - Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

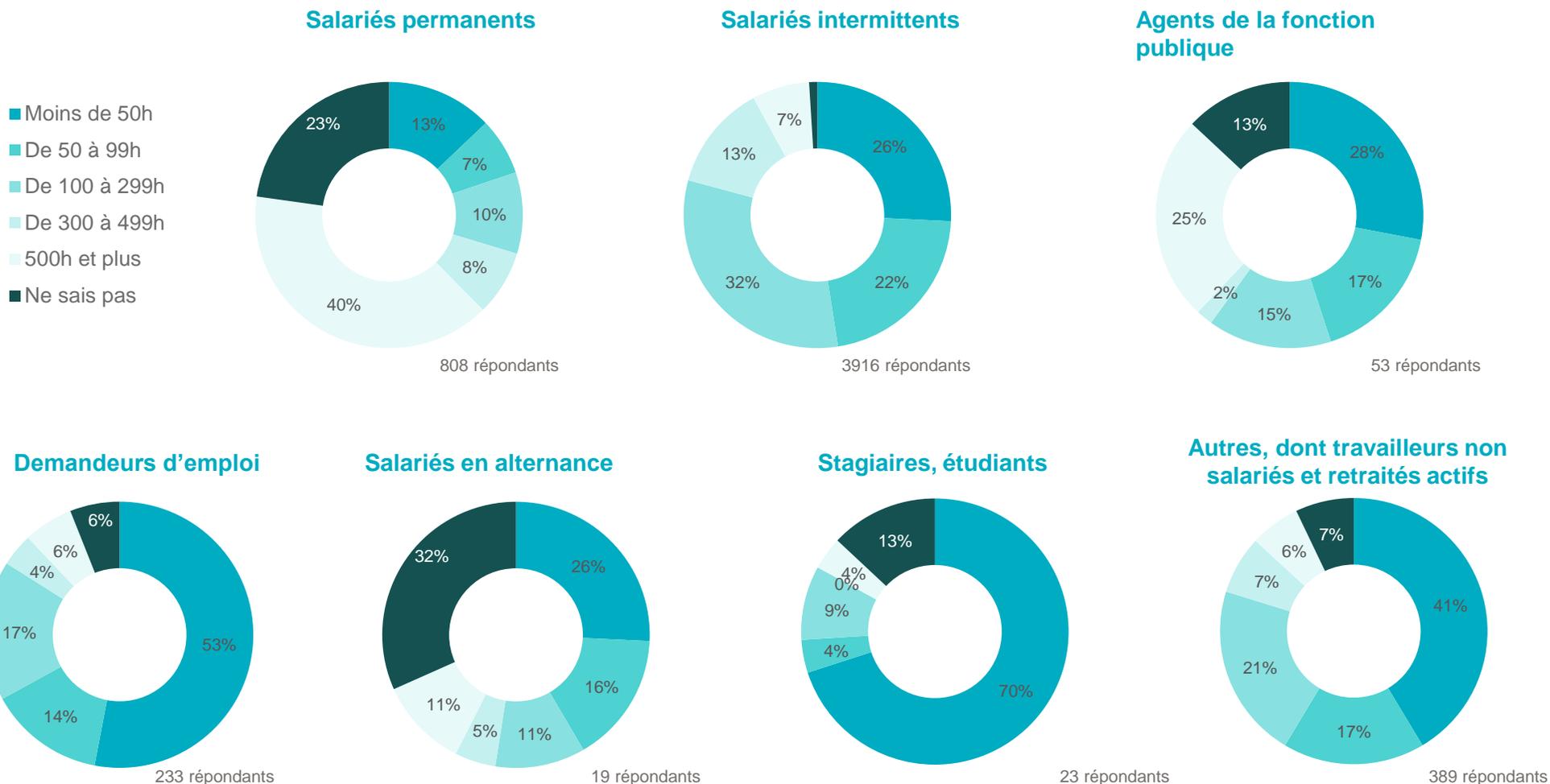


Le nombre d'heures travaillées selon leur statut

Près de la moitié des salariés intermittents et 45% des agents de la fonction publique ont travaillé moins de 100 heures en 2020, contre 20% des salariés permanents.

Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



MERCI

Franck Le BAIL

franck.lebail@kyu.fr
+33 6 23 76 78 76

Audrey FERREIRA

audrey.ferreira@kyu.fr
+33 6 71 86 26 21

Albane DEMARET

albane.demaret@kyu.fr
+33 6 33 03 62 40